



LE FIGARO

LUNDI 6 MAI 2002
(N° 17 958)
PRIX 1 € (6,56 F)



« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais

L'immense victoire

Jacques Chirac

82,1%

Jean-Marie
Le Pen

17,9%

Jacques Chirac a donc été réélu hier président de la République, et ce pour un mandat de cinq ans, comme le veut désormais la Constitution. Selon les estimations d'Ipsos, le président-candidat l'a emporté avec 82,1 % des suffrages exprimés, contre 17,9 % à Jean-Marie Le Pen. Bénéficiant du soutien de l'ensemble des forces politiques, M. Chirac se trouve ainsi le président le mieux élu, en chiffres, de l'histoire de la V^e République.

Ce second tour a été marqué par une très forte mobilisation des électeurs qui a, visiblement, joué contre M. Le Pen. On a compté hier moins de 20 % d'abstention, alors qu'au premier tour l'abstention avait atteint un record historique avec 28,4 % des inscrits.

Jacques Chirac a déclaré que « la France a réaffirmé son attachement aux valeurs de la République », se félicitant que « la

France sait se retrouver sur l'essentiel ». Il a annoncé « qu'il va mener son action avec détermination dans un esprit de rassemblement ».

Le premier commentaire avait été fait par le candidat battu. « C'est une défaite cuisante de l'espérance française », a déclaré Jean-Marie Le Pen. La victoire de M. Chirac, a-t-il ajouté, est « une victoire équivoque, acquise à la méthode soviétique ». Le président du Front national s'est félicité que « le bloc national soit resté solide ».

Proche de Jacques Chirac, Jean-Pierre Raffarin a déclaré : « Nous n'avons pas à triompher, mais à nous réjouir. C'est un coup de jeune pour notre République. Pour Jacques Chirac, c'est une responsabilité très lourde. »

Dans la soirée, Jacques Chirac devait rejoindre ses partisans au Tapis rouge, son QG de campagne, dans le X^e arrondissement de Paris. Les militants et les sympathisants participaient ensuite à une fête commencée sous la pluie, place de la République.

Lionel Jospin doit remettre la démission de son gouvernement aujourd'hui au président de la République. Celui-ci nommera un nouveau premier ministre immédiatement après. Les noms les plus cités sont ceux de Nicolas Sarkozy et Jean-Pierre Raffarin.

ÉDITORIAL

Par Jean de Belot

Une responsabilité devant l'Histoire

Page 21

- ☐ Chirac, un destin
- ☐ Déjà la bataille des législatives
- ☐ Les favoris pour Matignon
- ☐ Le jour où la gauche a voté Chirac

Pages 2 à 11

T 00139 - 506 - F: 1,00 €



Le président sortant recueille plus de 82 % au second tour. C'est un échec pour le candidat d'extrême droite, qui avait lui-même fixé à 30 % le seuil du succès

Jacques Chirac terrasse Jean-Marie Le Pen

Henri Paillard

Jacques Chirac se succédera à lui-même à la présidence de la République. Le président sortant a été réélu hier, à l'issue de second tour de l'élection présidentielle, par 82,5 % des voix contre 17,5 % à Jean-Marie Le Pen, selon les estimations disponibles à 19 h 30. L'abstention s'établit à 19,8 %, les bulletins blancs et nuls à 4,4 %.

Pour Jacques Chirac, c'est évidemment une réussite, d'autant que certaines études de la semaine dernière étaient moins optimistes. Il est clair qu'en plus de son socle électoral incompressible, mais aussi immuable (20 %), Jacques Chirac a attiré sur son nom les

Le président sortant a fortement bénéficié du réflexe républicain contre le candidat d'extrême droite

voix qui s'étaient portées sur des candidats appartenant à la droite parlementaire, comme François Bayrou, Alain Madelin, Corinne Lepage.

Mais, surtout, le président sortant a bénéficié du réflexe républicain et anti-Le Pen qui a fait défiler des milliers de Français dans les rues durant deux semaines. A cet égard, il apparaît que la défense de « valeurs républicaines » a davantage joué que la répulsion à voter Chirac, affichée par certains éléments de gauche. Ce soutien très circonstanciel de la gauche et de l'extrême gauche va cependant être difficile à gérer par Jacques Chirac qui se verra opposer très vite l'argument « Qui t'a fait roi ? ». Assurément, le chef de l'Etat n'a

aucunement négocié avec la gauche une quelconque forme d'accord républicain. Il l'a dit dans tous ses derniers meetings. Mais il lui sera difficile, voire impossible, de s'appuyer sur cette fraction de l'électorat qui va repartir vers ses propres valeurs de gauche. D'autant que la proximité des législatives (9 et 16 juin) va attiser les désirs de revanche, mais aussi de clarification d'une situation qu'elle considère comme éphémère.

S'agissant de Jean-Marie Le Pen il s'agit d'un échec dans la mesure où il avait fixé lui-même, et à plusieurs reprises, la barre du « succès » à 30 %. En recueillant moins de 18 % des voix, il garde son capital du premier tour en y ajoutant les voix de Bruno Mégret. Mais il ne semble pas qu'il ait recueilli

une part des suffrages qui s'étaient portés le 21 avril sur Christine Boutin ou Jean Saint-Josse, deux candidats qui pouvaient être considérés comme ayant une partie

d'électorat guère éloigné du FN.

Les Français ont davantage voté qu'au premier tour. L'abstention a baissé de 10 points par rapport au premier tour et devait s'établir autour de 19,8 %, selon les ultimes estimations effectuées avant 20 heures. Le 21 avril, l'abstention avait atteint un record pour une élection présidentielle, avec 28,40 %. Ce taux d'abstention d'hier a été supérieur aux élections de 1965, 1974, où il s'établissait à 15 %. Il se situe dans la norme de 1981 et 1988 (18 %) et est inférieur à 1995 (21,6 %).

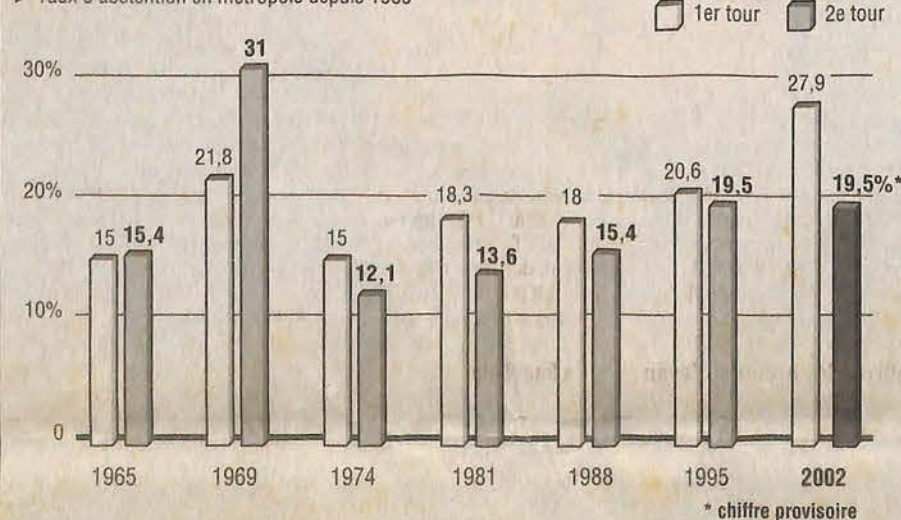
Cette évolution s'explique de deux façons : d'une part, la période des congés scolaires des différences zones est achevée



Le président de la République a accompli son devoir électoral à Sarrazin en Corrèze. (Photo Bouchon/Marmara/Le Figaro.)

L'abstention aux élections présidentielles

► Taux d'abstention en métropole depuis 1965



alors qu'il y avait deux zones en vacances le 21 avril. Des électeurs qui n'avaient pas jugé alors utile de voter par procuration ou qui n'avaient pas pu voter, ou encore qui s'étaient désintéressés de ce scrutin, sont allés aux urnes hier. D'autre part, il y a une raison plus politique. La mobilisation d'une partie de l'électorat face à Jean-Marie Le Pen a certainement joué. Il s'agit d'électeurs de gauche ou modérés qui ont voulu manifester leur hostilité au leader du FN et apporter leur soutien à Jacques Chirac, considéré, bon gré mal gré comme la meilleure – ou la seule – protection contre le FN.

Le scrutin a donné lieu à quelques manifestations voyantes, et dans certains cas contraires au code électoral, certains électeurs voulant montrer leur désapprobation devant un choix qu'ils jugeaient trop restreint ou ne correspondant absolument pas à ce qu'ils avaient espéré. Mais, à la lumière du résultat, ces excentricités apparaissent aussi déplacées que dérisoires.

Cette élection présidentielle va rester un cas de figure dans les annales politiques de la France. Et effet, pour la première fois depuis 1958, le second tour a provoqué un duel entre un candidat de droite et un candidat de l'extrême droite. Si l'on excepte le scrutin de 1969, suivant la démission du général de Gaulle, qui avait mis en présence au second tour deux personnalités de droite, Georges Pompidou (UDR) et Alain Poher (centriste), les différentes élections de 1965, 1974, 1981, 1988, 1995 ont toujours été marquées par un affrontement gauche-droite au second tour. C'est aussi la première fois qu'à l'occasion d'un second tour les manifestations de rue ont lieu, destinées à influencer l'électorat dans un but déterminé.

COMMENTAIRE

Législatives : rien n'est joué

Alexis Brézet

Triomphalement réélu, Jacques Chirac a gagné une bataille, mais la guerre, pour lui, se jouera les 9 et 16 juin. Les électeurs, aux législatives, créeront-ils les conditions d'une nouvelle cohabitation ? Ce serait pour le président réélu un désastre personnel, et pour le régime une secousse qui renverrait le « séisme » du 21 avril au rang d'incident bénin. Dans cette bataille, contrairement à ce qui se dit parfois, la nouvelle majorité présidentielle n'est pas mal partie. La poussée du FN complique évidemment la donne, mais elle ne condamne pas la droite à l'échec, loin de là. Habitée aux candidatures séparées, et contrainte de faire campagne pour une nouvelle cohabitation après avoir proclamé sa nocivité, la gauche engage le combat décisif avec un vrai handicap.

Mais rien n'est joué. L'électorat est volatil, ses réactions n'ont jamais été si imprévisibles. Depuis le succès des manifestations du 1^{er} Mai, la gauche rêve de faire de la mobilisation anti-Front national le ferment de son renouveau. Ce n'est pas impossible : sonnés par l'élimination surprise de Jospin, les socialistes peuvent fort bien puiser dans cette humiliation un regain de combativité. Pour l'emporter, la droite devra mobiliser toutes ses forces et battre le rappel des électeurs qui l'ont abandonnée. Elle devra aussi éviter deux écueils : la division et la confusion. La division lui a coûté cher par le passé. Cette fois, avec la gé-

néralisation des triangulaires, elle serait proprement mortelle. La droite doit présenter partout des candidats d'union. Mais cela ne suffira pas : elle doit aussi présenter un visage de concorde, sinon d'amitié. Parti unique, confédération, cartel électoral : peu importe le moyen. Dans ce domaine, le mieux peut être l'ennemi du bien.

L'autre écueil est celui de la confusion. C'est celui sur lequel les sirènes de la gauche tentent à toute force d'attirer le navire chiraquien. « Chirac, entend-on, ne doit pas ignorer le front républicain qui lui a permis d'être élu. » En d'autres termes, il devrait oublier ses engagements de premier tour pour inscrire son action dans la logique politique du second. Alors que le corps électoral n'a jamais été aussi à droite, on lui demande de gouverner au centre et, pourquoi pas, au centre gauche ! Sous ses oripeaux « républicains », le piège est évident. Tout devrait conduire Jacques Chirac à refuser d'être ainsi pris en otage, et d'abord les leçons du passé. En 1995, en effet, le nouvel élu avait laissé passer sa chance en deux temps. En constituant tout d'abord, avec Alain Juppé, un gouvernement qui creusait la division de la droite au lieu de l'effacer. En renonçant ensuite à appliquer le programme fiscal sur lequel il avait été élu. Chirac s'était coupé de son électorat naturel : deux ans plus tard, c'était la catastrophe de la dissolution. Cette fois, les législatives sont dans cinq semaines. Jacques Chirac, s'il veut savourer sa victoire, ne peut pas se tromper.

Le premier quinquennat de l'histoire de nos institutions

Sophie Huet

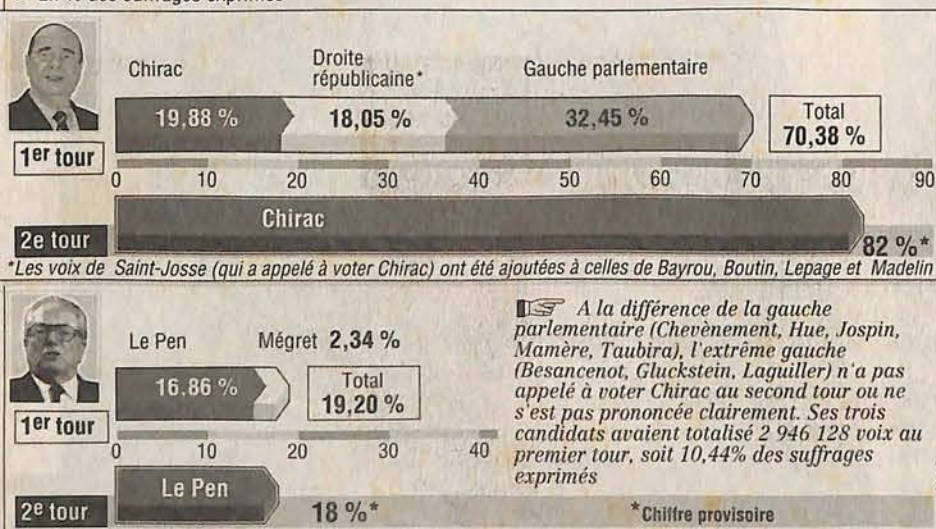
Après cent vingt-sept ans de « règne » du septennat, le président de la République est, pour la première fois dans l'histoire de nos institutions, élu pour une durée de cinq ans. La réforme du quinquennat, que Jacques Chirac a soumise à référendum, a été adoptée le 24 septembre 2000 dans l'indifférence générale avec un taux d'abstention record (69,41 %), sans compter 16,22 % de bulletins blancs et nuls !

Le camp des « oui » (73,03 %) a rassemblé une large majorité allant du PS au RPR, le chef de l'Etat, comme le premier ministre, Lionel Jospin, ayant affiché leur solidarité pour faire aboutir cette réforme constitutionnelle. Le camp des « non » (26,97 %) était moins homogène, réunissant les « souverainistes », de Jean-Marie Le Pen, le président du Front national, à Charles Pasqua, le président du Rassemblement pour la France, des personnalités fort diverses, telles l'ancien premier ministre Raymond Barre, l'ancien président de l'UDF François Léotard, ou des gaullistes historiques, comme Olivier Guichard et Jean Foyer, et enfin des communistes hostiles à la consigne d'« abstention active » prônée par le numéro du PC, Robert Hue.

Sur tous les bancs de l'Assemblée, des voix s'étaient élevées pour refuser le quinquennat « sec », voulu par Jacques Chirac, estimant que la réduction de la durée du mandat présidentiel devait être « une

Comment les voix du premier tour se sont réparties

► En % des suffrages exprimés



étape vers une démocratie plus vivante », selon la formule du président du groupe socialiste, Jean-Marc Ayrault. Refusant de « boire le quinquennat cul sec », les présidents de l'UDF et de DL, François Bayrou et Alain Madelin, rêvaient, eux, de débattre de « la nécessaire refondation démocratique du pays ». Ce quinquennat « sec » avait, à droite comme à gauche, un goût d'inachevé. Mais le président du groupe RPR, Jean-Louis Debré, répondant aux souhaits du président de la République, n'avait pas voulu ouvrir « la boîte de Pandore » d'une plus vaste réforme des institutions.

Tout au long des débats, les partisans de la réduction du mandat présidentiel à cinq ans s'étaient d'ailleurs succédé à la tribune pour expliquer, à l'unisson, que la réforme aurait le mérite d'éviter une nouvelle co-

habitation. Le 15 juin 2000, le président du groupe DL de l'époque, José Rossi, avait rappelé pour le déplorer que « depuis 1986, le président (de la République) a vu son camp perdre à trois reprises les élections législatives et son principal opposant devenir premier ministre ». Le président du groupe UDF, Philippe Douste-Blazy, croyait bon d'affirmer que le quinquennat favoriserait « incontestablement la coïncidence des élections présidentielle et législatives ».

Le premier secrétaire du PS, François Hollande, avait aussi plaidé, certes plus prudemment, que « le quinquennat limite les risques, sans les écarter toutefois, de la cohabitation, dont, il est vrai, tout le monde se plaint et chacun s'accommode ».

Personne n'avait bien sûr imaginé le scénario le plus fou

d'une gauche éliminée du second tour de l'élection présidentielle, et d'un Front national propulsé au rang de deuxième force politique française, susceptible de maintenir ses candidats aux élections législatives dans plus de 250 circonscriptions ! Cette nouvelle donne politique porte un coup fatal à l'un des arguments majeurs en faveur de la réduction du mandat présidentiel.

Dans cet océan d'opinions consensuelles, seul l'historien René Rémond avait écrit, dans une tribune publiée dans *Le Monde* daté du 23 septembre 2000, veille du référendum, que « le risque n'est pas mince que la réduction de la durée, et surtout l'élection simultanée (du chef de l'Etat et des députés) qui en est le corollaire, aboutissent tout simplement à institutionnaliser la pratique de la cohabitation ».

La réforme du quinquennat, initiée par Valéry Giscard d'Estaing pour tenter d'affaiblir Jacques Chirac, a été suivie d'une autre réforme, celle-là vivement combattue par la droite, destinée à inverser le calendrier électoral afin que l'élection présidentielle précède les législatives. « Une manœuvre tendant à favoriser les ambitions électorales de Lionel Jospin », avait dénoncé en séance, le 24 avril 2001, le RPR Patrick Devedjian. Adoptée ce jour-là à la majorité absolue des voix par la gauche, grâce au soutien de 28 députés UDF, dont Valéry Giscard d'Estaing et Raymond Barre, l'inversion du calendrier électoral avait recueilli 308 voix pour, et 251 contre (RPR, UDF, DL, PC et Verts).

« Rira bien qui rira le dernier ! », s'était exclamé Claude Goasguen (DL) à l'issue du scrutin. Propos là encore prophétique, car cette seconde réforme, loin de favoriser la gauche, pourrait au contraire se retourner contre ses propres inspirateurs à la faveur de triangulaires avec la droite et le FN au second tour des élections législatives.

Validé par le Conseil constitutionnel, le report des élections législatives aux 9 et 16 juin va aussi entraîner, ce que nul politique n'avait prévu, un bouleversement complet des cartes. Avec, à droite, l'émergence de l'Union pour la majorité présidentielle (UMP), à gauche, la quasi-élimination probable du PC et, en dehors des clivages traditionnels, la réapparition possible d'un groupe de députés Front national. Seize ans après la première cohabitation...

Il lui sera inutile d'attendre les législatives

Le nouveau gouvernement aussitôt au travail

Guillaume Tabard

Dès aujourd'hui, Jacques Chirac devrait nommer un nouveau premier ministre. Même si le chef du gouvernement est responsable devant le Parlement (article 20 de la Constitution), le chef de l'Etat n'a pas besoin d'attendre l'élection de la nouvelle Assemblée pour désigner, en application de l'article 8, un nouveau titulaire de la fonction.

Aujourd'hui, Lionel Jospin présente la démission de son gouvernement. Au soir du premier tour, il avait en effet annoncé qu'il quitterait la vie politique aussitôt passée l'élection présidentielle. Jacques Chirac veut aller vite pour donner immédiatement à l'opinion la preuve que « le temps de l'action » est commencé.

Ce nouveau premier ministre présentera également très vite son équipe. Quel que soit le nouveau locataire de Matignon, les quinze jours de la campagne du second tour ont largement été mis à profit pour discuter de l'affectation des différents portefeuilles ministériels (lire page 7). Mais le gouvernement sera, en fait, composé en deux temps.

La première équipe, celle qui sera annoncée cette semaine, sera restreinte, une quinzaine de ministres au maximum, et devrait comprendre les « poids lourds » de l'actuelle opposition : Sarkozy et Raffarin, François Fillon, Philippe Douste-Blazy, Jean-François Mattei, Dominique de Villepin, Dominique Perben... La mission sera double : prendre les premières mesures ou faire les

premières annonces montrant que l'alternance a commencé, d'une part, mener la campagne pour les élections législatives, de l'autre.

Et ce n'est qu'au lendemain de ces élections, si elles sont gagnées, que le gouvernement sera complété (ministres délégués et secrétaires d'Etat) par l'entrée, notamment, de jeunes élus et de personnalités de la société civile.

Pourquoi ce gouvernement en deux temps ? D'abord, pour faire comprendre à l'opinion que le changement ne sera véritablement possible qu'en cas de majorité de droite à l'Assemblée nationale ; ensuite pour ne pas donner le sentiment que c'est une équipe sortante qui se présentera dans six semaines aux élections.

« Les sortants, ce sont tout de même les socialistes », rappelle Jean-Pierre Raffarin.

Deux gouvernements pour deux temps d'action. Le premier occupera les six semaines avant les législatives. « L'action commencera tout de suite », assurait vendredi Nicolas Sarkozy. La première équipe ne disposera pas encore de majorité pour faire voter ses lois, mais elle pourra d'ores et déjà agir en utilisant tout l'espace du pouvoir réglementaire, notamment dans les domaines de la sécurité et de la justice. Il n'est en effet besoin d'aucune loi pour adresser des instructions en matière de politique pénale aux parquets de France. Toujours sans attendre la réunion du Parlement, il est déjà possible de rédiger les projets de loi, les soumettre pour avis juridique au Conseil d'Etat et les présenter en Conseil des ministres.

Ce sera aussi le temps des annonces symboliques. « Il faudra donner des signes de notre projet pour demander les moyens de l'appliquer », explique Raffarin. Le gouvernement pourra ainsi procéder à des « expérimentations » de mesures voulues par Jacques Chirac. Des premiers groupements régionaux d'intervention pourraient, par exemple, être créés dans des zones particulièrement sensibles, en attendant qu'une loi de programme généralise ces GRI à l'ensemble du pays.

Jacques Chirac a déjà annoncé à la télévision la tenue d'une session extraordinaire du Parlement, « en juillet et en août ». Elue le 16 juin, la nouvelle Assemblée s'installera la semaine suivante et élira son président le 25 juin. Les premiers textes ne pourront donc pas être examinés avant les tout derniers jours de juin. Parmi les priorités : le collectif budgétaire, qui doit notamment procéder aux premières baisses de l'impôt sur le revenu promises par le candidat-président. Celui-ci a de même évoqué le vote de deux lois de programme, l'une sur la sécurité et l'autre sur la justice.

Dans *Le Figaro*, la semaine dernière, Nicolas Sarkozy ajoutait une troisième priorité : la restauration du dialogue social et l'assouplissement des 35 heures. « La fiscalité, la sécurité, les retraites, le temps de travail » sont aussi les priorités définies vendredi par Jean-Pierre Raffarin. Si un doute subsiste sur le nom de celui qui devra mettre en œuvre cette politique, la feuille de route du futur gouvernement est déjà connue.

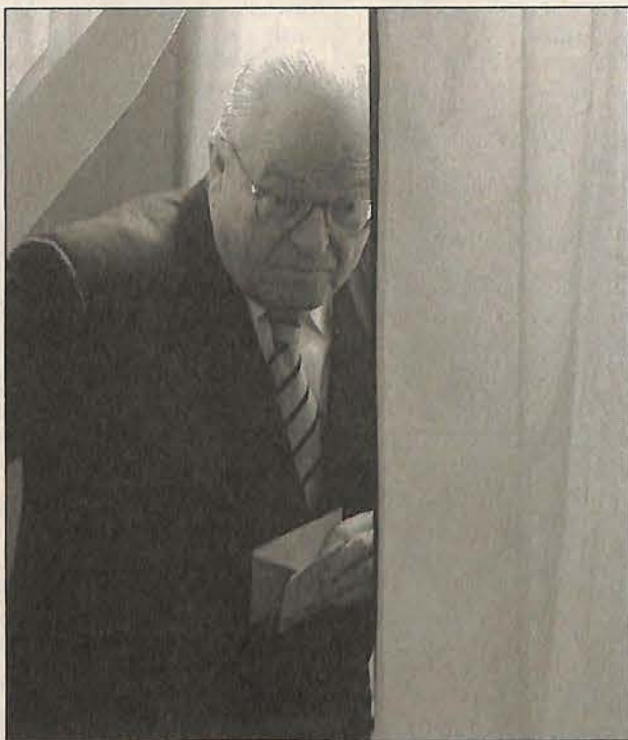
L'enjeu des 9 et 16 juin est énorme : il s'agit de savoir si la France va connaître ou non une nouvelle cohabitation

La bataille des législatives commence aujourd'hui

Sophie Roquelle

C'est le cauchemar de beaucoup d'élus chiraquiens : et si Jean-Marie Le Pen, après avoir éliminé Lionel Jospin à la présidentielle, parvenait à se débarrasser de Jacques Chirac – l'irréductible ennemi, celui qui est « pire que Jospin » – aux législatives ? Sans majorité aux législatives le 16 juin prochain, le président réélu se retrouverait à nouveau isolé et sans pouvoir, humilié une seconde fois dans les urnes après la défaite de 1997. Peut-être serait-il contraint de partir en provoquant une crise de régime sans précédent ? Toute la stratégie de Jean-Marie Le Pen réside dans ce calcul : remporter une victoire psychologique à la présidentielle, qu'il n'a jamais imaginé pouvoir gagner dans les urnes, afin d'être en mesure de provoquer suffisamment de triangulaires aux législatives et d'empêcher, une fois de plus, la droite de gouverner.

Si ce scénario noir n'est pas exclu par les chiraquiens, c'est qu'ils ont décortiqué les projections des résultats du premier tour sur les circonscriptions législatives. Elles sont plutôt inquiétantes pour les trois partis de l'actuelle opposition. Le 21 avril dernier, Le Pen a dépassé 12,5 % des inscrits – le seuil minimal pour se maintenir au second tour des législatives – dans 237 circonscriptions sur les 577. Si l'on totalise les scores du MNR et ceux du FN, le nombre de circonscriptions où un candidat d'extrême droite serait en mesure de se maintenir



Jean-Marie Le Pen a voté dimanche matin à Saint-Cloud.

(Photo P. Delort/Le Figaro.)

grimpe à 319. C'est beaucoup plus qu'en 1997, où le FN alors uni avait été présent dans 132 au second tour, provoquant 76 triangulaires.

Bien sûr, cette transposition des résultats du premier tour est artificielle. Rien n'indique en effet que les candidats FN aux législatives feront aussi bien que leur chef à la présidentielle. Les élections passées, notamment les législatives de 1997 et les régionales de 1998, ont montré que les candidats FN ont toujours fait des scores inférieurs à son leader. Mais là aussi, la si-

tuation a changé : la présence de Le Pen au second tour de la présidentielle peut dynamiser le vote FN aux législatives, surtout en cas de score élevé (au-dessus de 30 %). Et les lepénistes rêvent tout haut d'un groupe à l'Assemblée (au moins 20 députés).

La peur des triangulaires, et donc d'une nouvelle défaite, est en tout cas réelle à droite. Jeudi soir, lors de son dernier meeting de campagne à Villepinte, Jacques Chirac a demandé solemnellement à ses électeurs de « se mobiliser aussi, dans six se-

maines, pour les élections législatives, afin d'envoyer à l'Assemblée nationale une majorité de députés pour soutenir la politique nouvelle qui sera conduite ». Sur TF 1, un peu plus tôt, le président-candidat avait été plus explicite encore : « Il faudra que les Français soient cohérents avec eux-mêmes, avait-il prévenu. Cela suppose que j'aie une majorité. Sinon, si j'ose dire, tout sera à recommencer. »

La menace FN a été brandie par les chiraquiens pour imposer, à chaud, la création de l'Union pour la majorité présidentielle (UMP) à leurs partenaires dès le lendemain du premier tour. Il paraît aujourd'hui acquis que la droite abordera unie les législatives dans la plupart des 577 circonscriptions. Et qu'elle s'engagera sur le programme présenté à Toulouse, le 23 février dernier, à la convention nationale de l'Union en mouvement.

La grande inconnue de juin reste la capacité de la gauche – et singulièrement du Parti socialiste – à rebondir après son revers historique de la présidentielle. Selon une simulation réalisée par le CSA pour *Le Figaro* sur la base du score de Lionel Jospin le 21 avril, le PS seul ne pourrait se maintenir que dans 134 circonscriptions le 16 juin ! D'où l'exigence absolue pour le PS et ses partenaires de la « majorité plurielle » de parvenir à des candidatures uniques.

Les contacts ont donc repris depuis deux semaines. Le PS, emmené à cette nouvelle bataille par son premier secrétaire François Hollande, a confirmé les accords d'avant

premier tour avec les Verts et le PRG. Ils prévoient notamment de réserver 42 circonscriptions au parti de Dominique Voynet. Les communistes, qui ne voulaient pas entendre parler d'accord avec les socialistes avant le 21 avril, ont vite fait de changer d'avis. Après les maigres 3,3 % de Robert Hue, le PCF joue sa survie dans ces législatives. Avec Jean-Pierre Chevènement, les discussions sont plus difficiles : les socialistes ont du mal à pardonner au candidat du Pôle républicain, qu'ils rendent en grande partie responsable de l'élimination de Jospin. Hollande et Chevènement se sont toutefois revus.

Pour les électeurs de gauche, appelés à voter Chirac hier, les choses rentrent dans l'ordre dès aujourd'hui, avec la bataille législative. Comme pour mieux tourner la page, mettre fin à la schizophrénie de ces deux dernières semaines, le PS présente dès demain son programme pour les législatives.

Un électorat FN dopé par le score de Le Pen et un éventuel sursaut de la gauche : pour Jacques Chirac, qui s'est engagé à conduire lui-même la bataille des législatives, la campagne 2002 ne s'achèvera pas avant le 16 juin. Et son issue est moins prévisible que sa victoire d'hier.

Les sondeurs préfèrent désormais les fourchettes

L'entre-deux-tours de l'élection présidentielle a vu se généraliser l'utilisation d'un nouvel instrument de mesure chez les sondeurs, la fourchette. Durement mis en cause pour n'avoir pas prévu la deuxième place de Jean-Marie Le Pen le 21 avril, les instituts ont publié très peu d'intentions de vote pour le 5 mai.

Depuis le 22 avril, trois sondages seulement ont été rendus publics, dont deux Ipsos-Le Figaro et un CSA-le Parisien, alors qu'une quinzaine d'enquêtes avaient été effectuées dans les deux semaines précédant le premier tour. Les autres instituts ont préféré s'abstenir... de peur d'être accusés de favoriser l'abstention en prédisant une large victoire de Jacques Chirac sur Jean-Marie Le Pen. Pour la première fois en effet, ce reproche – infliger sur le score par manque de clairvoyance – leur a été adressé par voie de justice. La procédure n'a pas abouti mais l'avertissement a été entendu.

Au cœur du malaise des sondeurs, les redressements effectués sur les résultats bruts des enquêtes. Les sondeurs savent d'expérience qu'il leur faut majorer systématiquement le score de Jean-Marie Le Pen, dont les électeurs répugnent à faire connaître leur choix. Ils l'ont fait pour le premier tour. Pas assez au vu du résultat final, pas assez non plus pour mettre en évidence le croisement de la courbe de Lionel Jospin avec celle du candidat FN. D'où l'usage, désormais, de la fourchette.

L'extrême droite joue les triangulaires

Thierry Portes

Jean-Marie Le Pen pourra-t-il prendre sa revanche sur Jacques Chirac aux législatives, en utilisant l'arme des triangulaires pour faire chuter la droite parlementaire en juin prochain ? Le score du chef du FN à la présidentielle et son irrépressible désir d'en finir avec l'héritage gaulliste donnent quelque crédibilité à cette hypothèse. Sa réalisation dans les urnes dépend toutefois de l'attitude qu'adopteront les partis de droite, ceux de gauche, mais également de la position prise par les deux formations ennemies de l'extrême droite. Après ce second tour de la présidentielle qui a fortement brouillé les lignes, chaque camp doit en effet rassembler ses propres forces pour espérer s'imposer dans une compétition législative qui se jouera à trois.

Au vu des résultats du premier tour de la présidentielle, le FN serait en mesure de se maintenir, en franchissant la barre des 12,5 % des inscrits, dans 237 circonscriptions. En additionnant les scores présidentiels de Jean-Marie Le Pen et Bruno Mégret, ce ne sont pas moins de 319 circonscriptions sur lesquelles l'extrême droite pourrait peser au second tour des législatives.

En 1997, le FN s'était maintenu dans 133 circonscriptions et avait provoqué dans 76 d'entre elles des triangulaires. Les dégâts collatéraux, pour la majorité de droite d'alors, avaient été importants. Mais c'est un duel, face à un candi-

dat de gauche, qui avait permis au FN d'obtenir son unique député, Jean-Marie Le Chevallier, dont l'élection avait d'ailleurs par la suite été invalidée. En 1988, après un score de 14,38 % obtenu par Jean-Marie Le Pen à la présidentielle, seule Yann Piat avait été élu député de ce même département du Var. Un an plus tard, en 1989, lors d'une partielle, Marie-France Stirbois sera élue député d'Eure-et-Loir.

Jusqu'à ce jour, l'unique percée législative du FN aura été réalisée en 1986, la grâce du scrutin proportionnel imposé par François Mitterrand ayant conduit 35 députés lepénistes à l'Assemblée. La même loi proportionnelle a également permis l'élection de nombreux conseillers régionaux d'extrême droite en 1998. Le scrutin majoritaire, en revanche, a toujours été fatal au FN.

On peut certes penser, comme le politologue Dominique Reynier, que « le FN peut avoir plusieurs députés qui seraient en position d'arbitres, dans une Assemblée ingouvernable, entre la gauche et la droite, dont aucune n'aurait la majorité ». Mais il convient aussi de souligner que, sans alliance entre le FN et le MNR, l'extrême droite réduirait très fortement ses chances de réussite. La bataille se tiendra notamment dans le Sud-Est, dans cette région Paca dont sont élus et Jean-Marie Le Pen et Bruno Mégret. L'armistice, signé entre les deux tours de la présidentielle, préparera-t-il un accord législatif entre FN et MNR, ou l'extrême droite connaîtra-t-elle les délices de la désunion ?

Le président sait que sa position reste fragile jusqu'aux législatives et que la gauche, qui a contribué à son succès d'hier, contestera sa légitimité

Chirac triomphe, le plus dur reste à faire

Anne Fulda

Quand on pense que les chiraquiens avaient renoncé, avant le premier tour, à publier la liste des personnalités de la culture soutenant le candidat-président, faute de combattants... Hier, et conformément à ce que laissaient supposer les appels à voter contre Jean-Marie Le Pen, Jacques Chirac devait finalement être réélu avec un score qu'il n'aurait jamais imaginé, même dans ses rêves les plus fous. Quel comité de soutien, en effet ! De Christine Boutin au Parti socialiste, du Medef à la CGT, des Verts à Jean Saint-Josse, du juge Eric Halphen au *Canard enchaîné*, sans oublier Jean Ferrat, Johnny Hallyday, Zinedine Zidane, l'abbé Pierre...

Quasiment assuré d'être réélu, Jacques Chirac savait cependant, avant même les résultats du second tour, que le plus dur était à venir. Il savait que sa plus que probable réélection à la présidence de la République serait difficile à gérer. Comme une espèce de cadeau empoisonné. Il l'avait compris dès le soir du premier tour.

Dès le lendemain du 21 avril, lors d'une réunion au QG, et tandis que certains de ses proches se réjouissaient, à l'instar de Dominique Perben ou de Jean-Pierre Raffarin, d'avoir « gagné quinze jours », le président sortant avait

prouvé qu'il avait l'œil déjà fixé sur le « troisième tour » de la présidentielle : les élections législatives. Mais aussi sur la nomination du futur premier ministre et du gouvernement, chargés de mener la bataille.

Ses proches ne le cachaient pas en fin de semaine. Leur hantise, ce n'était pas tant le score du 5 mai que celui des législatives, qui pouvait totalement changer le cours des choses. Et donner à la victoire présidentielle un goût bien amer. « *Tout peut arriver*, jugeait ainsi, vendredi, un responsable du QG chiraquien. *On peut très bien avoir une Assemblée ingouvernable, soit avec une majorité de gauche, soit avec un Front national en position d'arbitre.* »

C'est parce qu'il redoutait un tel scénario et l'éventualité d'une nouvelle cohabitation que le président-candidat a refusé de s'inscrire dans une stratégie de « *front républicain* » qui aurait permis à Jean-Marie Le Pen et au Front national d'apparaître, dans l'avenir, comme la seule force d'opposition. Entre les deux tours, Jacques Chirac s'est donc refusé à demander un blanc-seing aux électeurs de gauche qu'il a invités à défendre avec lui les valeurs de la République.

S'il a continué, entre les deux tours, à développer son projet de premier tour, axé sur la lutte contre l'insécurité, la restauration de l'autorité de l'Etat, la baisse des charges et



Le président de la République, Jacques Chirac, et sa femme, Bernadette, sont arrivés en avion, hier matin, dans leur fief de Sarran (en Corrèze). Ils ont ensuite regagné Paris en fin de matinée (Photo P. Wojazer/Reuters.)

la relance du dialogue social, le président s'est cependant posé avant tout en rassembleur de la nation et s'est réjoui de voir la jeunesse défiler dans les rues contre le Front national. Mais, dès aujourd'hui, et alors qu'un nouveau premier mi-

nistre doit être nommé incessamment, le président de la République – pourtant élu avec des voix de gauche – devra se remettre dans l'optique d'un combat classique droite-gauche.

A gauche, certains avaient

anticipé dès la semaine dernière cette situation particulière. Pour eux, l'élection de Jacques Chirac ne devait pas être interprétée comme un vote en faveur du candidat de droite, mais comme « *un référendum pour la République* » et

contre l'extrême droite. « *Jacques Chirac va être élu avec nos voix autant qu'avec celles de la droite* », a ainsi fait valoir Ségolène Royal. « *Chirac sera de toute façon le président le plus faible de toute la V^e République, à la légitimité fragile.*

Sa majorité sera factice et son camp est déjà divisé », a déclaré de son côté Jean-Marc Ayrault, le président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale.

Conscient de ces difficultés, Jacques Chirac a en tout cas entrepris jusqu'au dernier moment le suspense, faisant vivre aux prétendants officiels à Matignon un véritable supplice chinois. Et notamment aux deux « *super-favoris* », Sarkozy et Raffarin, tous les deux prêts à constituer un gouvernement dès aujourd'hui ou demain.

Quel que soit son chef, ce

nouveau gouvernement devra en tout cas réunir « *une équipe de combat* » capable très vite de « *s'attaquer aux vraies urgences* », a déclaré Alain Juppé, véritable artiste des élégances chiraquiennes. Les deux premiers ministres ont donc redoublé d'efforts pour montrer leur détermination. « *L'action gouvernementale commencera dès le lendemain* » de l'élection, a ainsi assuré jeudi Nicolas Sarkozy. Le gouvernement prendra « *des initiatives très rapides* », a renchéri, vendredi Jean-Pierre Raffarin.

Applaudissements dans le bureau de vote de Sarran

Jacques Chirac et son épouse Bernadette ont voté hier en fin de matinée à Sarran, village de 295 habitants où le couple présidentiel possède une résidence secondaire, le château de Bity, et dont Bernadette Chirac est conseillère municipale. Arrivés peu avant 11 heures à la salle des fêtes, où était installé le bureau de vote, Jacques et Bernadette Chirac ont, suivant leur habitude, discuté quelques instants avec des habitants du village, avant de pénétrer dans la salle où attendaient impatiemment près de 150 personnes, sympathisants ou curieux. Après avoir salué les membres du bureau de vote, le président de la République et M^{me} Chirac se sont dirigés directement ensemble vers les deux isolements, ayant déjà dans leur poche les bulletins de vote. Bernadette Chirac a voté la première, suivie aussitôt par le président de la République, ce qui a déclenché une salve d'applaudissements et quelques « *Chirac président !* ». Comme de coutume, le couple présidentiel a ensuite dédicacé des livres, des photos ou même des bulletins de vote au nom de Jacques Chirac, avant de quitter Sarran à 11 h 45 pour regagner Paris.

Devant le QG, chacun commentait l'ampleur de la victoire du président sortant

Au Tapis rouge : « J'espère qu'il y aura du changement »

Malgré la pluie qui recommençait à tomber, une centaine de curieux et sympathisants était déjà massée hier, dès 18 heures, aux portes du Tapis rouge, le QG de campagne de Jacques Chirac. S'abritant sous de grands parapluies, sous les corniches de l'Hôtel de Ville du X^e arrondissement tout proche, ou sous le store du bar faisant le coin de la rue, les curieux attendaient avec impatience l'arrivée des principaux

responsables. Les visages étaient détendus et l'humeur bon enfant, tous étant persuadés « à 100 % » de la victoire de Chirac.

En attendant l'arrivée des témoins politiques, seul le va-et-vient des journalistes venus de tous les pays, entre le QG de Jacques Chirac et la place de la République toute proche, rythmait ce début de soirée.

« Je suis sûre de la victoire de Chirac », déclarait Amandine, sympathisante RPR. *Toute la question est de savoir quel sera l'écart entre les deux candidats. Si c'est 30/70, ce sera une honte. Je serai*

responsable avec 90 % pour Chirac. » Diane, militante RPR, se disait elle aussi très confiante : « Ce serait extraordinaire que le FN obtienne plus de 50 %. Mais dans tous les cas, il faudra en tenir compte pour les législatives. »

« Je suis chiraquien depuis 1977, je milite au RPR et je suis venu ce soir ici fêter la victoire de mon candidat », expliquait fièrement un homme d'origine gabonaise. « Je suis sûr qu'il va gagner à 80 % ! » A côté de lui, un habitant du X^e arrondissement d'origine algérienne, venu en simple voisin, hoche la tête en

signe d'approbation : « Je suis très satisfait ce soir, car je suis chiraquien depuis 1960, depuis le général de Gaulle. Je suis sûr qu'il va faire entre 82 % et 85 %. Quant à Le Pen, il faut l'éliminer ! » Un peu plus loin, c'est Nicole, la quarantaine, qui est venue « pour voir », accompagnée de son mari : « On veut bien Chirac, mais j'espère qu'il y aura du changement pour de bon cette fois ! », explique-t-elle, tout sourire. *Il faudra beaucoup plus de sévérité avec les délinquants.* »

A quelques mètres, Hugues et Bertrand, âgés d'une vingtaine

d'années, attendent en silence. Ils sont venus « tout simplement pour voir comment ça se passe ». Electeurs de Madelin au premier tour, ils affirment avoir été « effrayés » par la victoire de Le Pen au premier tour, mais ajoutent aussitôt qu'ils n'en ont pas manifesté pour autant « car cela n'avait pas lieu d'être ». Certains, comme tous les autres, de la victoire de Chirac, ils pariaient sur un score de 80/20.

Massé à côté des autres, Hedi, un Français d'origine tunisienne de 52 ans, se réjouit lui aussi. Pourtant, il a voté Jospin au pre-

mier tour. « Le premier tour a été une très grande déception. Mais je suis allé voter Chirac sans me poser la moindre question, explique-t-il. Nous n'avions pas le choix. » En revanche, il compte bien se rattraper aux législatives. « Je ne suis pas satisfait de la cohabitation, mais on ne peut pas laisser tous les pouvoirs dans les mains d'un seul homme. J'espère que la cohabitation sera plus efficace cette fois-ci, qu'ils auront compris et que cette fois la droite et la gauche sauront travailler la main dans la main », conclut-il.

Au Tapis rouge, les rumeurs qui circulaient en fin de journée sur une possible action de Jean-Marie Le Pen auprès du Conseil d'Etat en vue de faire annuler l'élection, parce que *Le Journal du Dimanche* a appelé dimanche à voter Chirac, n'étaient pas prises au sérieux. « Cela coûterait trop cher de tout recommencer, estimait Pierre, un simple curieux. Il faut relativiser ce que pèsent les lecteurs du JDD dans l'électorat français. Je pense que Le Pen battu va plutôt attaquer Chirac sur le non-respect des temps de parole par exemple. »

Il commence sa carrière politique en 1962, dans le gouvernement de Georges Pompidou

Un parcours politique de quarante ans

► **29 novembre 1932 :** naissance à Paris (V^e arrondissement)

► **1957 :** diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et de la Summer School de l'université de Harvard, il entre à l'École nationale d'administration.

► **16 mars 1956 :** il épouse Bernadette Chodron de Courcel.

► **1959 :** il sort diplômé de l'ENA et commence sa carrière en tant qu'auditeur à la Cour des comptes.

► **1962 :** il est chargé de mission au secrétariat général du gouvernement, puis au cabinet du premier ministre, Georges Pompidou.

► **1965 à 1994 :** il devient conseiller référendaire à la Cour des comptes. Dans le même temps, il est conseiller municipal de Sainte-Féréole, en Corrèze, de 1965 à 1977. ► **1967 :** il est élu député de Corrèze (de mars à mai) et devient secrétaire d'Etat aux Affaires sociales, chargé des problèmes de l'emploi, dans le gouvernement de Georges Pompidou (sous la présidence du général de Gaulle), jusqu'en 1968.

► **1968 :** il est élu conseiller général de la Corrèze, dans le canton de Meymac (réélu en 1970, 1976 et 1982) et nommé secrétaire d'Etat à

l'Economie et aux Finances, dans les gouvernements de Georges Pompidou, Maurice Couve de Murville puis Jacques Chaban-Delmas, jusqu'en 1971.

► **1969 :** Jacques Chirac est trésorier de la Fondation Claude-Pompidou, association venant en aide notamment aux personnes âgées et aux enfants handicapés.

Le 7 mai 1995, Jacques Chirac est élu président de la République avec 52,6 % des suffrages exprimés

► **1970 :** il préside le conseil général de la Corrèze jusqu'en 1979.

► **1971-1972 :** il est ministre délégué auprès du premier ministre, chargé des Relations avec le Parlement, sous le gouvernement de Jacques Chaban-Delmas.

► **1972-1973 et 1973-1974 :** il est ministre de l'Agriculture et du Développement rural pour les gouvernements de Pierre Messmer, puis ministre de l'Intérieur en 1974.

► **27 mai 1974 :** Jacques Chirac est nommé premier

ministre par Valéry Giscard d'Estaing.

► **1974 :** il est élu secrétaire général de l'UDR, Union des démocrates républicains, puis en devient secrétaire général d'honneur en 1975.

► **25 août 1976 :** il présente la démission de son gouvernement. Il fonde en décembre le RPR, Rassemblement pour la

République, qu'il préside jusqu'en novembre 1994.

► **20 mars 1977 :** Jacques Chirac est élu maire de Paris (jusqu'au 16 mai 1995).

► **1979 :** il est élu député au

Parlement européen (sur la liste Défense des intérêts de la France en Europe) tout en présidant l'AIMF, l'Association internationale des maires et responsables des capitales métropoles partiellement ou entièrement francophones, jusqu'en 1995.

► **1980 :** il démissionne de son mandat de député européen et devient membre de la commission de la défense nationale à l'Assemblée nationale, jusqu'en 1986.

► **1981 :** il est à nouveau élu député de la Corrèze mais ne passe pas le premier tour de l'élection présidentielle, obtenant 18 % des suffrages (face à Valéry Giscard d'Estaing (UDF), 28,5 %, et François Mitterrand (PS), 25,9 %).

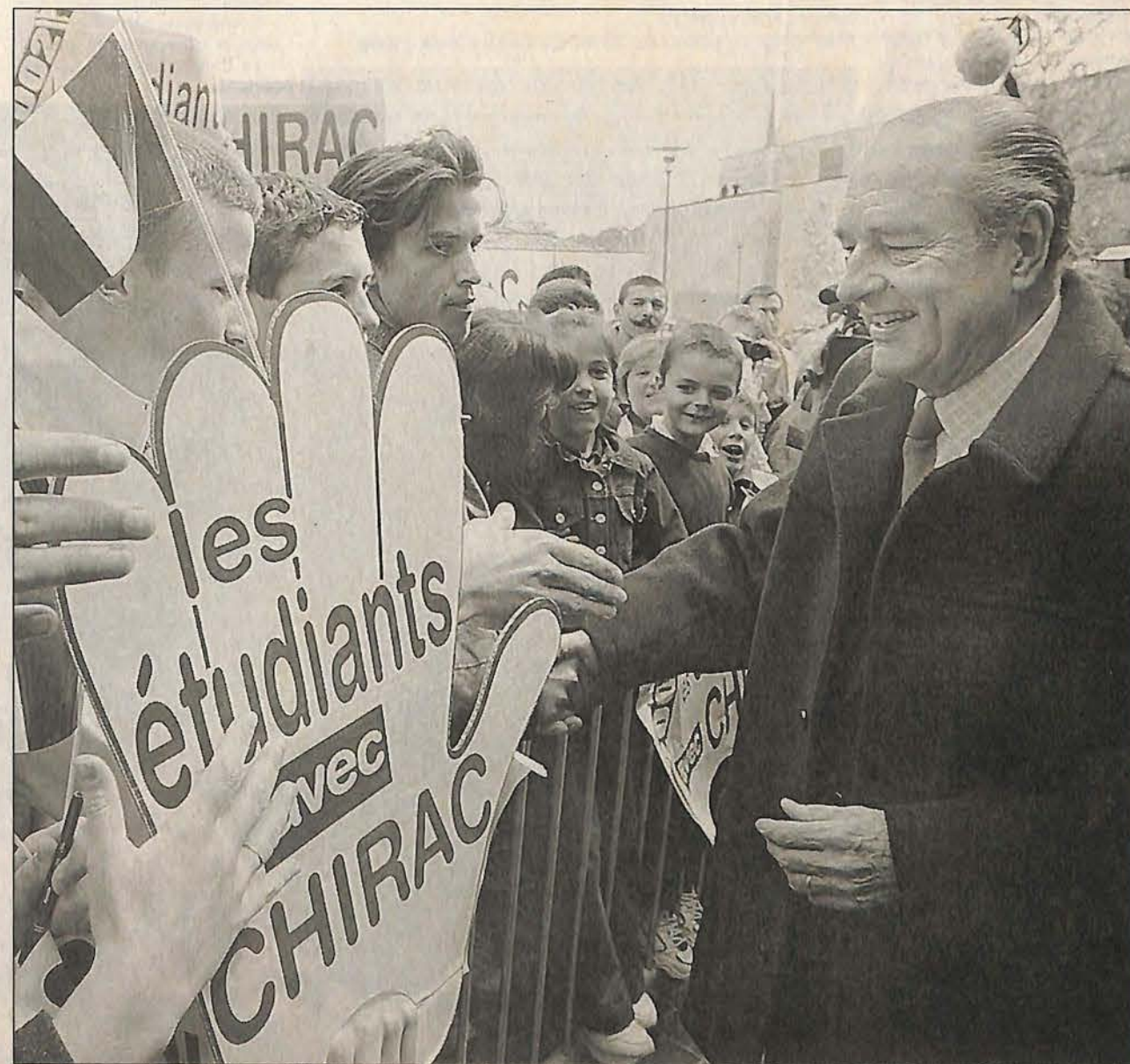
► **16 mars 1986 :** il est réélu député de la Corrèze mais cède son siège quatre jours plus tard à Jean-Pierre Bechter, lorsqu'il est nommé premier ministre. Il le restera durant la première cohabitation avec François Mitterrand (jusqu'au 10 mai 1988).

► **1988 :** il essuie une seconde défaite à l'élection présidentielle en recueillant 46 % des suffrages face à François Mitterrand avec 54 %.

► **7 mai 1995 :** Jacques Chirac est élu président de la République avec 15 763 027 voix (soit 52,6 % des suffrages exprimés), contre 14 180 644 voix à Lionel Jospin.

► **11 février 2002 :** il se déclare officiellement candidat à sa propre succession à l'Élysée.

► **21 avril 2002 :** il se qualifie pour le second tour de l'élection présidentielle avec 5 665 855 voix, soit 19,88 % des suffrages exprimés.



Le 3 mai, Jacques Chirac réserve ses derniers moments de campagne à la jeunesse, qui s'est largement abstenue au premier tour. A Châlons-en-Champagne, il félicite les jeunes qui ont manifesté en masse contre l'extrême droite et ont été « efficaces » parce que « responsables ». (Photo L. Rebours/AP.)

Le président du Front national ne s'attendait pas vraiment à l'emporter hier, mais il espérait un score qui lui permette de faire entrer des députés à l'Assemblée

Le Pen mise quand même sur les législatives



Jean-Marie Le Pen, ici avec sa femme lors du rassemblement FN du 1^{er} Mai. Il s'était attaché, entre les deux tours, à nourrir les réticences de tous ceux qui rechignaient à voter pour Jacques Chirac. (Photo Bouchon-Delort/Le Figaro.)

Propos tenus par le candidat du FN entre les deux tours

« En dessous de 30 %, ce n'est pas un succès »

Voici quelques-unes des principales déclarations de Jean-Marie Le Pen, prononcées entre les deux tours :

combinarde à l'américaine. » Le refus du président sortant est une « piteuse dérobade », M. Chirac « a peur de la vérité ».

► Le 24 avril, au Parlement européen : « La France et l'Europe sont absentes de

► Dans *Présent*, le journal du FN : « On ne peut pas dire que le parti nazi était un parti d'extrême droite. Ni le parti fasciste. Le fascisme et le nazisme sont des enfants de la Révolution française, des mouve-

Olivier Pognon

Jean-Marie Le Pen n'est pas parvenu à élargir son assise du premier tour. Après avoir annoncé qu'il considérait qu'en dessous de 30 %, « ce serait un échec personnel », il avait, vendredi, réduit ses ambitions, jugeant que « 25 % ce serait déjà extraordinaire ». Avec 17,5 % des voix, le président du FN est crédité d'un score sensiblement inférieur à celui-là.

Jean-Marie Le Pen n'a donc guère gagné de voix par rapport au premier tour. La mobilisation s'est faite presque exclusivement à son détriment. Ni les électeurs d'Arlette Laguiller – qui pourtant n'avait pas donné de consignes de vote – ni ceux d'Olivier Besancenot, ni ceux de Jean-Pierre Chevènement n'ont franchi le pas. La question s'était posée de savoir si les manifestations hostiles à Jean-Marie Le Pen organisées par des associations, syndicats et partis de gauche, ne risquaient pas de contrarier l'objectif qu'elles visaient. Il n'en a rien été et elles semblent surtout avoir eu pour effet d'entraîner dans le vote Chirac, fût-ce avec des gants et un pince-nez, jusqu'aux plus réticents des électeurs de gauche.

Le président du FN n'a pas non plus détourné du vote Chirac les électeurs de François Bayrou, d'Alain Madelin, de Corinne Lepage, de Christine Boutin.

Jean-Marie Le Pen n'avait sans doute pas vraiment cru l'emporter, malgré certaines déclarations conquérantes. Mais réduire au maximum

l'écart qui le séparait de Jacques Chirac, oui. Et il avait tout fait pour cela. Il avait tendu la main aux électeurs souverainistes, à ceux de la gauche, aux madelinistes, aux centristes, aux gaullistes. Il s'était attaché à nourrir les réticences de tous ceux qui rechignaient à voter pour Jacques Chirac.

Aux électeurs de Jean-Pierre Chevènement, il avait fait valoir qu'il était plus souverainiste que Jacques Chirac. A ceux d'Arlette Laguiller, qu'il repoussait le libéralisme mondialiste. A ceux de Lionel Jospin, il avait expliqué que Jacques Chirac avait mis au point un « stratagème », un « formidable montage » pour que lui, Jean-Marie Le Pen, dépasse le candidat socialiste au premier tour. En direction des centristes, des madelinistes, des balladuriens, il avait déclaré que, s'il était élu président de la République, il nommerait un premier ministre qui ne serait pas forcément issu du Front national, mais qui pourrait être François Bayrou, Alain Madelin, Edouard Balladur.

Quant aux gaullistes déçus

par Jacques Chirac, il avait espéré les convaincre de voter pour lui, non seulement par son attachement déclaré à l'Europe des patries mais aussi par de nouveaux signaux, annonçant son intention de consulter le peuple par référendum et reprenant à son compte, tout récemment, la conception gaulliste d'un président au-dessus des partis et en charge de l'essentiel.

Jean-Marie Le Pen, à la fin de la campagne, n'avait pas placé trop haut la barre : 25 % « quand l'ensemble des institutions, l'ensemble des corps politiques, culturels, associatifs, syndicaux, religieux sont contre vous, quand c'est la lutte de la souris contre l'éléphant, ce serait déjà extraordinaire », avait-il dit vendredi. « Toutes les voix en plus de celles que j'ai eues au premier tour sont des voix gagnées », avait-il ajouté.

Il était approuvé sur ce point par la spécialiste du FN Nonna Mayer, directrice de recherche au Centre d'étude de la vie politique française (Cevipof), selon qui « tout ce qui irait bien au-delà de 20 % serait un succès pour

Le Pen ». Et le politologue Dominique Reynié estimait que « si Le Pen dépasse les 30 %, il sera dans une position de déstabilisation du système politique, notamment aux élections législatives, parce que l'électorat se reportera sur ses candidats ».

Le score de Jean-Marie Le Pen ne lui interdit pourtant pas l'offensive antichiracienne qu'il a l'intention de lancer aux élections législatives. « Le chiffre que nous ferons aura sa répercussion sur nos 577 candidatures aux législatives », avait-il prévenu, vendredi dernier.

En maintenant ses candidats partout où il le pourra, Jean-Marie Le Pen espère pouvoir interdire la majorité à Jacques Chirac. Et s'octroyer un certain nombre d'élus dans des scrutins triangulaires. Quelques députés qui, cette fois, mettraient une majorité relative chiracienne dans l'obligation de composer ou de se paralyser. Le scénario rêvé pour Jean-Marie Le Pen. Son résultat d'hier, assez loin de celui qu'il escomptait, rendra peut-être cet objectif plus difficile à atteindre.

Il a voté en pensant au 16 juin

Jean-Marie Le Pen a voté hier à 11 h 10 à Saint-Cloud, au bureau de vote numéro 7 où l'attendaient plusieurs dizaines de journalistes français et étrangers. Très souriant, en costume sombre et cravate bleue rayée, le président du Front national était accompagné de Martine Lehideux, vice-présidente du parti, et de Huguette Fatna, secrétaire nationale aux DOM-TOM. Quelques sympathisants l'ont applaudi à sa sortie du bureau de vote. À un journaliste qui lui demandait s'il était confiant, il a répondu oui. Et il a ré-

ité son pronostic des jours précédents en affirmant : « Si je fais moins de 30 %, ce sera une grande déception. » Interrogé d'autre part sur les législatives des 9 et 16 juin, Jean-Marie Le Pen a répondu : « Je ne pense qu'à ça. » Le programme, pour la journée du challenger de Jacques Chirac a été décrit comme familial : « Vivre, respirer, attendre le soleil, regarder les fleurs, caresser mes petits-enfants, une journée familiale donc, dans une très grande décontraction, croyez-le bien. »

► Le 21 avril, soir du premier tour : « Les Français ne voulaient plus que l'avenir du pays se résume à un duel entre Jospin et Chirac. J'ai contribué à la première partie de ce vœu, j'espère contribuer à la deuxième. »

► « N'ayez pas peur de rêver, vous les petits, les sans-grade, les exclus, ne vous laissez par enfermer dans les vieilles divisions de la gauche et de la droite, vous qui avez supporté depuis vingt ans toutes les erreurs et les malversations des politiciens. » « Je suis plus que jamais socialement de gauche, économiquement de droite et nationalement de France. »

► Le 23 avril, sur Europe 1, à propos du débat télévisé, finalement refusé par Jacques Chirac : « Il ne saurait y avoir qu'un débat en face à face, c'est le débat traditionnel en France, c'est le débat que réclament les Français. Il ne saurait y avoir aucune autre formule plus ou moins

« La France et l'Europe sont absentes depuis qu'elles se sont mises aux ordres des États-Unis. »

► Le 25 avril, sur LCI : « En dessous de 30 % » des voix le 5 mai, Jean-Marie Le Pen « considérerait que ça n'est pas un succès ». « Mais je pense faire beaucoup mieux. C'est la seule chance de changement qui reste à la France car voter pour Chirac, c'est reprendre le système connu déjà depuis sept ans. »

► Le 26 avril, lors d'une conférence de presse à Saint-Cloud : « Je ne suis pas plus raciste que M. Tony Blair qui ne veut pas des immigrants qui se présentent à Sangatte. » « Il faut rejeter l'euro comme monnaie unique et conserver le franc. »

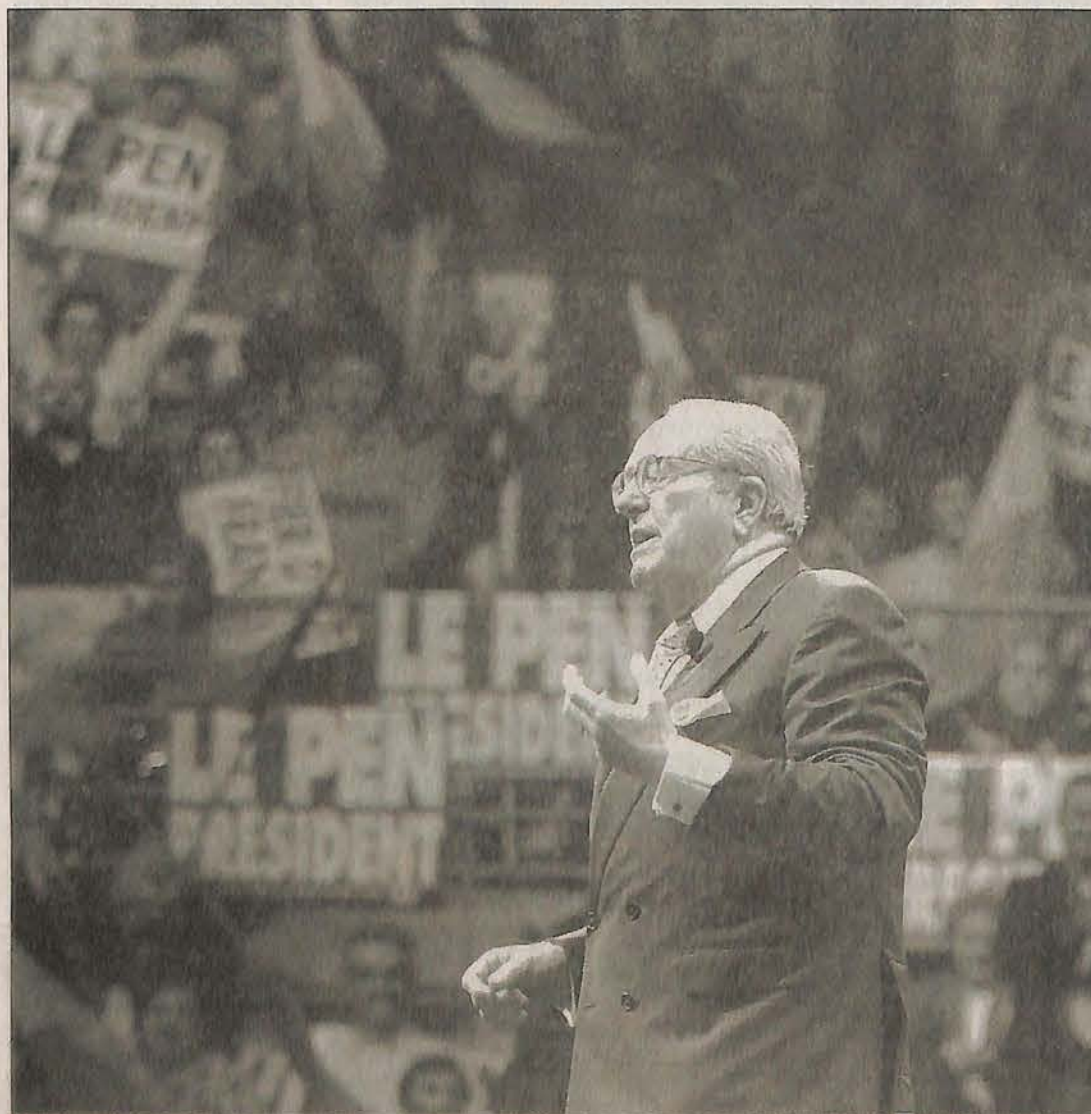
► Sur TV5 : « Tout le monde sera heureux » après les élections « puisque je vais faire élire Chirac d'une part et je vais faire élire les socialistes aux législatives ».

de la Révolution française, des mouvements de gauche, avant tout socialistes. »

► Le 1^{er} mai, sur RTL : « Quand je vois le Medef, le Parti communiste, la gauche unie porter au pinacle comme défenseur de la République, celui qu'ils voulaient mettre en prison il y a trois semaines, je trouve ça assez étonnant. » « Je me dis qu'il y a peut-être eu une magouille et que c'est peut-être Chirac qui a roulé la gauche dans la farine. »

► « C'est David contre Goliath mais Goliath a les pieds sales et les mains aussi. »

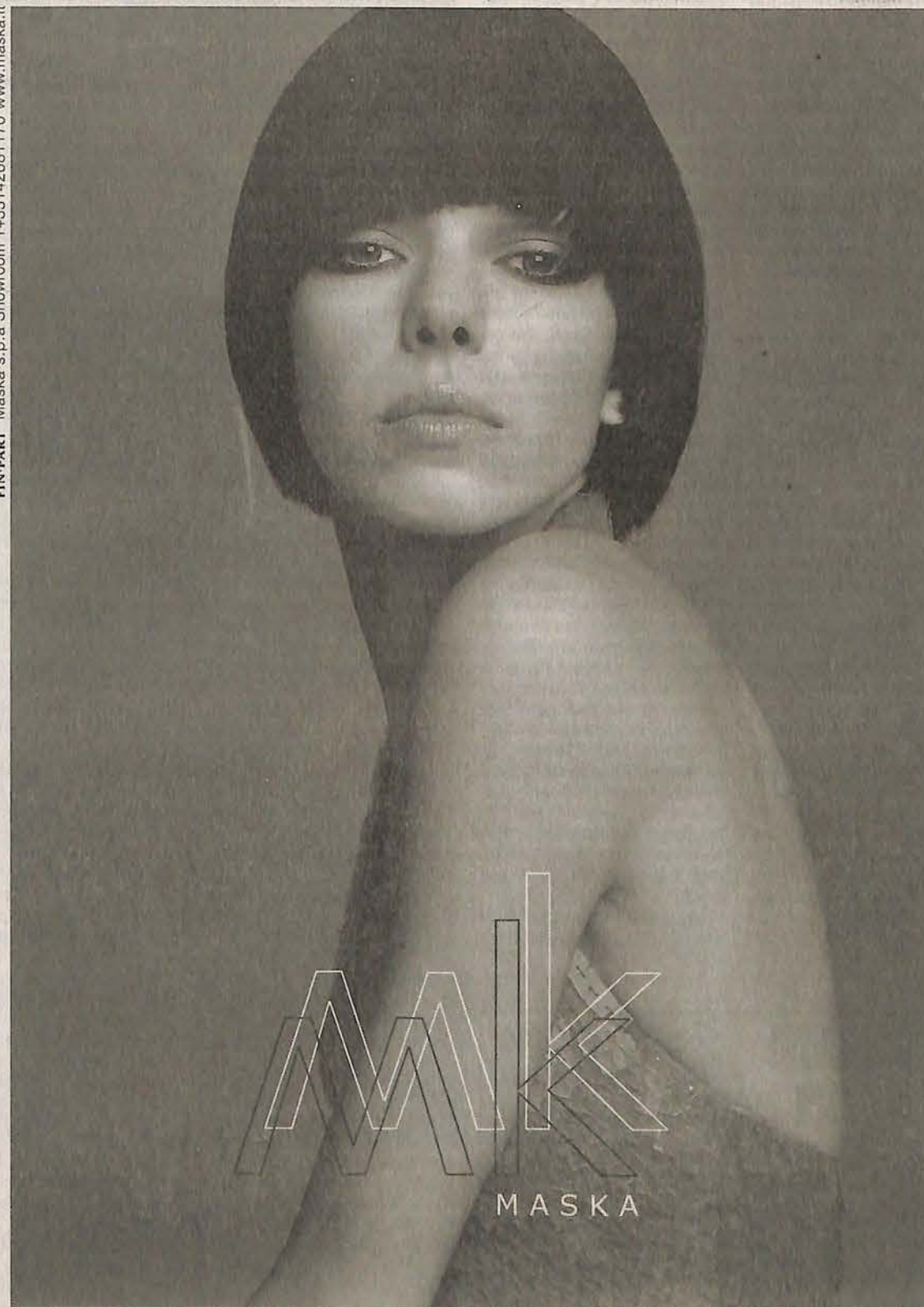
► Lors du discours prononcé place l'Opéra à Paris le 1^{er} mai : « Vous qui avez voté, à gauche, n'acceptez pas d'aller voter en vous bouchant le nez. Vous devez voter pour moi et rejoindre la grande masse du peuple français. » « Aujourd'hui, il y a deux camps en France, celui de l'occupation et le nôtre, celui de la libération. »



Le leader du Front national le 2 mai à Marseille, lors de son dernier meeting de campagne. « Le chiffre que nous ferons aura sa répercussion sur nos 577 candidatures aux législatives », a-il prévenu.

(Photo S. Soriano/Le Figaro.)

FIN-PART Maska s.p.a Showroom T+33142681170 www.maska.it



NOUVELLE OUVERTURE 11, rue du Chevalier de Saint - George - 75008 Paris

En se présentant pour la quatrième fois à l'élection présidentielle, il avait à cœur de faire oublier la dissolution ratée de 1997

Jacques Chirac, l'homme qui revient de loin

Anne Fulda

Il n'en demandait pas tant, Jacques Chirac. Une carrière, oui. Le pouvoir, encore, toujours, évidemment. Mais un destin ? Une place dans les livres d'histoire ? Ça non. Il n'aurait pas osé y penser. Ou tout bas. Vraiment tout bas.

En se représentant à la présidentielle pour la quatrième fois de sa vie, Jacques Chirac voulait avant tout prendre sa revanche sur ce septennat calamiteux, rythmé par une cohabitation anesthésiante et des « affaires » omniprésentes. Il voulait laver l'affront. Faire oublier les quolibets sur sa « *renécotysation* », son statut de « *roi nu* ». Il voulait effacer les commentaires apitoyés sur cette première dissolution ratée depuis Mac-Mahon, sur cette incompréhensible déci-

Est-il de droite ? Est-il de gauche ? Probablement ni l'un ni l'autre. Gaulliste ? Pas plus, probablement, que Mitterrand n'était socialiste

sion qui l'aura contraint à abandonner le pouvoir, deux ans seulement après l'avoir conquis. Il voulait enfin montrer que, contrairement à ce qu'avaient ronchonné certains gaullistes sourcilieux, non, il n'avait pas tué la V^e République en ne démissionnant pas au lendemain de ces législatives provoquées puis perdues. Non, il ne portait pas malheur aux siens, comme le lui avait laissé entendre Alain Madelin, en lui déclarant, les yeux dans les yeux : « *Le chef de l'Etat est celui qui porte le sceptre et la couronne dans l'imagerie populaire. Il doit porter chance.* »

Relativement confiant dans ses chances de gagner, Jacques Chirac s'apprêtait donc à effectuer, en cas de victoire sur Lionel Jospin, un « *quinquennat de rédemption* ». Efficace et salvateur. Un quinquennat pour

tions, la souffrance aussi, notamment à cause de la maladie de sa fille Laurence. Après avoir trahi, été à son tour trahi, après être cent fois revenu à l'assaut des citadelles du pouvoir sans avoir de véritable dessein pour la France, voilà tout d'un coup qu'on lui en fournit un et de taille : la sauvegarde de la République.

Non, vraiment, il n'en demandait pas tant. Il ne s'attendait pas à ce que, par un étrange tour du destin, cette lourde tâche lui revienne. Mais c'est ainsi : cette responsabilité historique, comme ne cessent de le marteler dans un chœur parfait les « observateurs » de tous bords, est tombée sur lui. Lui qui ne goûte guère les grandes déclarations et les mots en « isme ». Lui que François Mitterrand a épinglé pour son « *verbe court* » mais qui l'a aussi distingué comme étant « *dans sa génération le seul homme à posséder un style (...) dans l'action, qu'il maîtrise avec une sûreté trop rare pour que je lui refuse les qualités de fond, seules capables de l'expliquer* ».

Jacques Chirac

n'a jamais cherché à poser pour l'Histoire et voici qu'il se trouve jeté dans ses bras. Condamné à devenir l'ultime rempart de la démocratie.

François Mitterrand qui, quelques mois avant sa mort, prédisait, avec une vanité péremptoire, « *Je serai le dernier grand président de la V^e République* », doit s'en retourner dans sa tombe. Il rêvait de graver son empreinte dans les manuels d'histoire. Et Jacques Chirac, lui, sans l'avoir voulu, se retrouve à un tournant de l'histoire de la République. Par une étrange ironie du sort, cette pirouette du destin permettra peut-être à Jacques Chirac de régler ses comptes avec les Français. Mais aussi avec lui-même. C'est sans doute, en effet, l'occasion ou jamais pour l'ancien maire de Paris de tomber le masque. De montrer, enfin, qui il est vraiment. De dé-



7 mai 1995 : en compagnie de sa femme Bernadette, Jacques Chirac salue la foule depuis le balcon de la permanence du RPR au soir de son élection à la présidence de la République face à Lionel Jospin avec 52,6 % des suffrages. Ci-contre, de haut en bas : en 1954, Jacques Chirac est en stage à l'Ecole d'application de l'armée blindée et de la cavalerie ; en 1968, jeune secrétaire d'Etat aux Affaires sociales, au côté de Georges Pompidou alors premier ministre ; en 1974, il accède au poste de premier ministre du président Valéry Giscard d'Estaing. (Photos AFP et Sipa Press.)



discours du Vel'd'Hiv'. Quelques semaines plus tard, cependant, lors de la mort du vieux président, il prononcera un hommage vibrant en l'honneur de son rival de toujours. Ignorant toutes les zones d'ombre de la carrière de son prédécesseur et n'hésitant pas à inviter les Français « *à méditer son message* ».

Méditer son message ? Certains, à l'époque, estimèrent que Jacques Chirac y allait un peu fort. Il le regrettera d'ailleurs lui-même dans un entretien avec Jean Lacouture (3) dans lequel il dit également que « *les convictions républicaines qu'affichait (François Mitterrand) n'étaient pas très solides, car s'il avait été véritablement républicain, il n'aurait pas contribué comme il l'a fait à la consolidation du Front national* ». Et d'ajouter : « *Je tiens pour assuré que M. Mitterrand a voulu cette croissance pour nous prendre à revers sur notre droite. Il me disait lui-même : « Si vous diabolisez, vous grossissez. » Il a ainsi façonné le Front national de ses mains. Je le lui ai d'ailleurs expressément reproché.* »

Etrangement et, démarche peu commune, l'Elysée fera savoir au moment de la publication du livre de l'historien que cet entretien informel a été « *transformé en interview séparée sans que le président ait été informé et consulté. Cela ne peut conduire qu'à des approximations, à des inexactitudes quant à l'esprit de cet entretien* ».

Comme si, quand Jacques Chirac s'exprime librement et de façon sincère, il devait obligatoirement se tromper et ses propos être annulés. Rabotés par ces communicants qui n'ont cessé depuis des années de vouloir le brider. De l'empêcher d'apparaître tel qu'il est vraiment. Comme si tous ses conseillers n'avaient pas confiance en lui. Pas confiance en un homme qui a pourtant été ministre sans interruption de 1967 à 1974, deux fois premier ministre, président et fondateur du RPR, député de Corrèze et maire de Paris avant d'être élu à la présidence de la République. Pas confiance en

monter qu'il pouvait tenir ses promesses. Être crédible, même si, jusqu'à ce soir fatal du premier tour, le 21 avril dernier, le président sortant peinait à la tâche. Le cœur n'y était franchement pas. Il avait beau faire des efforts, Jacques Chirac ne sentait pas totalement ce programme clé en main que l'Union en mouvement, cornaquée par Jérôme Monod et Alain Juppé, lui avait concocté. Evidemment, il parlait sécurité, autorité, respect, liberté et baisse des charges. Evidemment, il lisait consciencieusement les discours que ses conseillers lui avaient rédigés. Mais il manquait quelque chose. Comme une petite flamme. Elle n'est apparue qu'il y a quinze jours quand, apprenant qu'il devrait affronter Jean-Marie Le Pen au second tour de la présidentielle, tout a basculé pour Jacques Chirac.

Son « métier » de président, comme il dit souvent, s'est soudain apparenté à une mission. Une mission que tous les observateurs, unanimes et solennels, lui ont assignée : il ne s'agissait plus de plaisanter, mais de sauver la République. Carrément. Après avoir tout connu, les échecs, les humilia-

ture les valeurs avec lesquelles il n'entend pas transiger. Car il y en a, contrairement à ce que l'on a toujours dit. Il y a au moins deux sujets sur lesquels ce caméléon n'a jamais varié : la lutte contre l'extrême droite (avec son corollaire : la lutte contre le racisme et l'antisémitisme) et la suppression de la peine de mort.

Après des années d'engagement politique, il est largement temps d'éclairer la lanterne des Français. De cesser les faux-semblants et de laisser les prompts et les sourires mécaniques de côté. Il est largement temps de montrer, s'il y en a une, où est l'unité de l'homme Chirac. Il est temps de dissiper cette impression, tenace, que Jacques Chirac a une incertaine idée de lui-même. Et que l'on peut tout dire et son contraire de lui : « *Qu'il est faible et autoritaire ; populiste et technocrate ; versatile et cabochard ; socialisant et fascisant ; sentimental et calculateur* », comme l'écrivait déjà Franz-Olivier Giesbert, en 1987 (1).

François Mitterrand était crédité d'une richesse inté-

rieure qui fascinait les uns et exaspérait les autres. Il se façonnait sa statue d'empereur romain avec une théâtralité soigneusement entretenue. Pour avoir la paix, Jacques Chirac s'est appliqué depuis des années à se construire un personnage un peu monolithique.

A imposer l'image un peu simplette d'une espèce de « good guy » insouciant et sans foi ni loi. Il a donné l'impression de n'être qu'une espèce de fonctionnaire de l'élection, de stakhanoviste du suffrage universel s'efforçant de coller au destin héroïque que ses conseillers voulaient le voir incarner. Mais sans véritable dimension. Sans vision. Humain, trop humain. Sans la suffisance arrogante, le cynisme affiché et le sens de la formule assassine que l'on estime, en France, être le signe des grands hommes.

La réalité est pourtant plus compliquée qu'il n'y paraît. La plasticité de Chirac, son étonnante capacité à se fondre avec l'air du temps afin de gravir les échelons du pouvoir sont aussi le paravent d'une personnalité plus sinusoïdale qu'il n'y paraît. Certes, il est difficile de s'y retrouver entre ses allers et retours idéologiques, ses volte-face incessantes. Comme l'écrivait drôlement Jérôme Garcin dans *L'Express*, en 1995, « *son front est devenu un confus écheveau routier où l'appel de Cochon prolonge celui de Stockholm, où la droite bonapartiste se confond avec la gauche chrétienne, où les souvenirs heureux du ministre de l'Agriculture de Pompidou croissent la mémoire humiliée du premier ministre de Mitterrand, où le voile de sœur Emmanuelle s'envole sur la petite culotte de Madonna, où Pierre Boulez s'attaque à la musique militaire* ». Et de conclure :

« *Ce n'est plus un front, c'est Rosny-sous-Bois le 1^{er} juillet.* »

Mais l'image que renvoie Jacques Chirac de lui-même n'a probablement pas grand-chose à voir avec la réalité. « *Il joue au con mais il est très intelligent, il fait le gentil alors qu'il ne l'est pas* », résume sans fard Nicolas Sarkozy qui est probablement son clone en politique. On pourrait ajouter que l'enfant de la laïque, celui que l'on a toujours décrit comme un éternel « rad-soc » est en réalité un véritable conservateur pour tout ce qui touche aux valeurs morales. Ce paillard a des élans mystiques. La religion, les religions le fascinent. Il baisera le premier anneau venu comme il pourra participer à une cérémonie animiste dans un village reculé d'Afrique. Le Corrèzien, amateur de ripailles et tâteur de culs de vache, est par ailleurs plus proche de Lévi-Strauss et de Malraux – celui du « Musée imaginaire », pas l'écrivain qu'il trouve ennuyeux – que de Chardonne. Ce président si français, parfois même franchouillard, est en fait un ardent avocat de l'universalisme culturel. Un tiers-mondiste convaincu obsédé par la dette de l'Occident envers les civilisations opprimées. Lui que l'on a caricaturé, à cause d'une phrase sur « *le bruit et les odeurs* » comme « *Facho Chirac* » est certainement l'un des hommes politiques de la V^e République le plus ouvert sur le monde et le plus intéressé par les cultures lointaines. Une espèce de nomade dans l'âme. Longtemps décrit comme un butor inculte, il est cultivé aussi. Mais sa culture n'est pas une culture classique, c'est une culture de l'ailleurs qu'il s'est bâtie au fil des ans. Il a même fait de la réhabilitation des arts premiers la croisade culturelle de son septennat.

Ce grand sentimental, qui semble doué pour l'assistanat social, qui se multiplie pour rendre des services à la terre entière, mêlant vraie générosité et clientélisme à grande échelle, n'est peut-être pas le Florentin habile qu'était François Mitterrand, mais dans le domaine de la manipulation des hommes, il sait aussi bien faire que son prédécesseur. A sa manière : démonstrative, affective et étouffante.

Enfin, Jacques Chirac a voulu placer son septennat sous le signe de la simplicité. Il a voulu descendre de son piédestal afin de « *démocratiser* » la République, être plus proche des gens. Les toucher, les voir, les écouter, di-

Pour gagner face à Le Pen, son ennemi juré, il a utilisé des mots qu'il n'avait jamais employés : « C'est le combat de toute ma vie. C'est un combat moral. »

rait-il. Mais il ne faut pas s'y tromper : Jacques Chirac abhorre la familiarité. Il est probablement l'un des hommes politiques les plus pudiques qui soit. Comme cadennassé de l'intérieur. Verrouillé à double tour. « *Depuis qu'il s'expose aux feux de la rampe, il s'efforce de cacher en son for les clés de ses tiroirs secrets. Il y en a beaucoup. Sous les dehors d'une cordialité enjouée ou rugueuse, Chirac est plus complexe que Mitterrand, lequel s'en était aperçu à la fin de sa vie. Plus romanesque aussi* », écrit Denis Tillinac (2).

Est-il de droite ? Est-il de gauche ? Probablement ni l'un ni l'autre. Choisir un camp le contraire, il n'en voit pas l'utili-

té. Gaulliste ? Pas plus, probablement, que Mitterrand n'était véritablement socialiste. Mais il est tout de même frappant de constater que, ces dernières années, c'est en abordant des sujets traditionnellement de gauche, qu'il a semblé se sentir le plus à son aise. Et qu'il est apparu le plus sincère et le plus convaincant. C'est en défendant des positions censées être à l'opposé de celles de son camp qu'il paraît parler vrai : que ce soit sur la peine de mort, Maastricht, la lutte contre la fracture sociale ou la lutte contre l'extrême droite. Pas étonnant dans ces conditions que le peuple de droite ait eu l'impression d'une erreur de casting. Il aurait dû y regarder de plus près. Et il aurait vu que contrairement à Mitterrand qui a commencé son apprentissage politique à droite, Jacques Chirac a vécu ses premiers engagements à gauche. Et comme Mitterrand à la fin de sa vie, ses penchants de jeunesse ne cessent de se manifester.

A Sciences po, où il rencontrera sa femme, Bernadette Chodron de Courcel, le jeune Chirac passe ainsi pour un progressiste et flirte avec les jeunes socialistes dirigées par son ami Michel Rocard. En 1950, il signe l'appel de Stockholm lancé par le Comité mondial de la paix aux mains de Staline. En 1952, il vend même deux semaines de suite *L'Humanité-Dimanche* devant l'église Saint-Sulpice mais il s'éloigne rapidement de ses camarades communistes qu'il trouve trop sectaires. Quand il s'implante en Corrèze,

quelques années plus tard, c'est en « *retournant* » Charles Spinasse, maire socialiste d'Egletons et ancien ministre de Léon Blum. Ce pilier de la SFIO ira même jusqu'à s'exclamer après sa rencontre avec celui qui n'était alors que le jeune chargé de mission de Georges Pompidou : « *La couleur politique de Jacques Chirac ? Il est sans aucun doute socialiste. Il aurait certainement appartenu au Front populaire* ». Des années plus tard, le même Spinasse lui inspirera une formule prononcée lors du fameux discours d'Egletons : « *le travaillisme à la française* »...

Plus récemment, lors de la dernière campagne présidentielle, Jacques Chirac s'est mué avec une aisance déconcertante en défenseur des faibles et des opprimés. Lui qui avait été, entre 1986 et 1988, l'apôtre d'un libéralisme échoué, a dénoncé avec force les ravages causés par la fracture sociale. Il a fustigé l'économie financière, la pensée unique des élites, la panne de l'ascenseur social. Bref, contrairement à ce qu'on lui reproche de sortir du créneau traditionnel de la droite déjà occupé par Edouard Balladur, il a marché allègrement sur les plates-bandes de la gauche. Avant, une fois élu, d'oublier aussitôt, et sans apparents états d'âme, ses belles promesses de campagne pour réintégrer avec une rapidité étonnante « *le cercle de la raison* ».

Malgré tout, malgré cet apparent reniement et la fracture sentimentale qu'il a entraînée immédiatement entre lui et le pays, Jacques Chirac n'a jamais franchement marqué de rupture avec l'ère Mitterrand. Si ce n'est pour reconnaître la responsabilité de l'Etat français dans la déportation des juifs pendant la Seconde Guerre mondiale, lors de son

travailleur acharné, un besogneux qui relit ses dossiers et ses discours jusqu'à plus soif. Et qui ne se dissimule pas pour consulter ses petites fiches en bristol plastifiées et surlignées de jaune. Même en Conseil des ministres, ce qui faisait beaucoup rire les ministres socialistes.

Aujourd'hui, alors que Jacques Chirac est sur le point d'entamer son ultime combat, alors qu'il a réussi une fois encore à renaître de ses cendres, tel un éternel miraculé de la politique, le défi à relever est loin d'être aisé. Pour gagner face à Jean-Marie Le Pen, son ennemi juré, il a utilisé des mots qu'il n'avait jamais employés. « *C'est le combat de toute ma vie. C'est un combat moral* ». Il a adopté un ton qu'il n'avait jamais employé non plus. Comme si, cette fois, il se battait vraiment pour une cause à laquelle il croit. Comme si, cette fois, il était vraiment en accord avec lui-même.

En 1995, sa fille Claude utilisait une drôle de formule pour expliquer le cheminement qui avait permis à son père de remonter la pente : « *Il s'est rejoint* », disait-elle, laissant entendre que son père s'était perdu de vue, disloqué avant de parvenir à rassembler les morceaux éparpillés de lui-même. Au fond, cette dernière épreuve permettra peut-être enfin à Jacques Chirac, dont François Mitterrand disait qu'il manquait « *d'unité intérieure* », de trouver le ciment de sa personnalité.

(1) Jacques Chirac, de Franz-Olivier Giesbert, Le Seuil.

(2) Chirac, le Gaulois, de Denis Tillinac, La Table Ronde.

(3) Mitterrand, une histoire de Français, de Jean Lacouture, Le Seuil.

i> télévision

LE FIGARO

i> Politique

Lundi 6 mai 2002

à 17 h 10 et 21 h 10

présentée par **Thierry Dagiral**, i> télévision
Jean de Belot, *Le Figaro*
et **Jean-Michel Helvig**, *Libération*

Invitée :
Michèle ALLIOT-MARIE

Le nouveau premier ministre pourrait nommer le nouveau gouvernement dès cet après-midi

Jean-Pierre Raffarin favori pour Matignon

Guillaume Tabard

La mise en place du nouveau gouvernement pourrait être extrêmement rapide. Le premier ministre devrait être désigné ce matin et l'équipe des ministres devrait être nommée dans la foulée, dès cet après-midi. Il est vrai que le résultat prévisible de ce second tour a donné à Jacques Chirac et à ses proches « quinze jours d'avance pour préparer l'équipe », selon l'aveu de Jean-Pierre Raffarin.

Le président DL de la région Poitou-Charentes était hier le superfavori de la course à Matignon, même si Jacques Chirac n'avait pas encore révélé son choix. D'autres hypothèses restaient donc possibles, à commencer par la nomination de Nicolas Sarkozy, l'autre favori jusqu'à ces derniers jours. Pour départager ces deux rivaux, le RPR François Fillon, voire l'UDF Philippe Douste-Blazy, faisaient figure d'outsiders. L'idée d'un gouvernement de transition, animé par une personnalité comme Antoine Rufenacht, le directeur de la campagne du chef de l'État, avait également été évoquée.

En dépit du caractère strictement personnel du choix du président de la République, l'hypothèse de la nomination de Jean-Pierre Raffarin restait hier la plus probable. Seule certitude, cette équipe nommée ce soir serait particulièrement resserrée : une douzaine de ministres seulement. Elle ne serait que la préfiguration d'un second gouvernement, plus large celui-ci - entre 30 et 40 ministres, ministres délégués et secrétaires



Dans l'hypothèse d'un gouvernement constitué par Jean-Pierre Raffarin (à gauche), il était prévu que Nicolas Sarkozy (à droite), l'autre favori jusqu'à ces derniers jours, soit numéro deux du gouvernement. Philippe Douste-Blazy (au centre), quant à lui, prendrait la direction du Quai d'Orsay. (Photo Paul Delort/Le Figaro.)

mée par Jacques Chirac de nommer à ce poste le secrétaire général de l'Élysée, Dominique de Villepin, lequel s'est activement préparé à cette fonction (lire en dernière page). Sa nomination place Beauvau est donc plus que probable. Mais, si Raffarin tenait à désigner un maire au ministère de l'Intérieur, Villepin, diplomate de formation, pourrait finalement accepter de rejoindre le ministère des Af-

Mais, dans un gouvernement Raffarin, le président du groupe DL à l'Assemblée serait vraisemblablement nommé à la tête d'un vaste ministère de la Recherche et de l'Innovation, couvrant entre autres les questions de qualité de la vie ou de formation. La présidente du RPR, Michèle Alliot-Marie, au-

Hervé Gaymard est bien parti pour devenir ministre de l'Agriculture. Après avoir été secrétaire d'État aux Finances, puis en charge de la Sécurité sociale, le président du conseil général de la Savoie suivrait ainsi le même parcours ministériel que Jacques Chirac trente ans plus tôt. L'ancien président

du Parlement européen, Nicole Fontaine,

Dans cette hypothèse, le maire RPR de Périgueux, Xavier Darcos, favori pour ce poste, serait ministre délégué. Le président du Centre Pompidou, Jean-Jacques Aillagon, reste favori pour la Culture.

Alain Lambert, président UDF de la commission des finances du Sénat, que Sarkozy voulait nommer à Bercy, décrocherait tout de même le Budget, également convoité par Jean-Fran-

Une autre cohabitation provoquerait « une crise politique majeure »

Alain Juppé : « Donner à Chirac les moyens de gouverner »

L'ancien premier ministre Alain Juppé estime qu'une nouvelle cohabitation « serait le début d'une crise politique majeure (et) la revanche de Jean-Marie Le Pen ».

Propos recueillis par Sophie Huet

LE FIGARO. - Au lendemain de ce second tour, comment l'Union pour la majorité présidentielle compte-t-elle faire pour gagner les élections législatives ?

Alain JUPPÉ. - La seule façon de gagner, c'est de convaincre une majorité de Français qu'après avoir élu un président de la République, il faut lui donner les moyens de gouverner. C'est notre premier argument. Le deuxième, c'est le projet lui-même, et les engagements concrets que nous proposerons aux Français.

Les conditions de la réélection de Jacques Chirac, avec les voix de la droite et de la gauche, ne lui confèrent-elles pas une responsabilité particulière ?

Le président de la République, quel que soit son score, est le président de tous les Français. Il n'est pas investi par telle ou telle fraction du peuple de France. Mais l'exigence de rassemblement, d'écoute et d'action sera plus forte que jamais. On a d'ailleurs bien vu qu'entre les deux tours Jacques Chirac avait pris une dimension nouvelle, comme défenseur des valeurs républicaines. C'est cela qu'il faudra qu'il assume, sans pour autant changer de cap, de discours, de projet.



« La droite doit gagner les élections législatives, et il lui faudra, dans les six premiers mois du gouvernement, montrer qu'elle est capable de tenir les engagements qu'elle a pris. »

(Photo Sébastien Soriano/Le Figaro.)

L'hypothèse d'une nouvelle cohabitation droite-gauche n'est pas à exclure. Jacques Chirac a dit que, dans une telle hypothèse, « tout serait à refaire ». Comment interprétez-vous ses propos ?

Jacques Chirac affirme sa volonté de tout faire pour l'éviter. Car une nouvelle cohabitation serait le début d'une crise politique majeure et, d'une certaine manière, la revanche de Jean-Marie Le Pen. Nous avons un urgent besoin d'action, et la cohabitation paralyse l'action. La droite doit gagner les élections législatives, et il lui faudra, dans les six premiers mois du gouvernement, montrer qu'elle est capable de tenir les engagements qu'elle a pris.

Le quinquennat va-t-il modifier la façon de présider et de gouverner ?

Je pense que oui. Le président de la République a dit qu'il s'engagerait personnellement dans la bataille des élections législatives. Dans beaucoup de ses propos, on voit bien que le chef de l'État monte en première ligne, notamment lorsqu'il annonce la création d'un conseil de la sécu-

veulent venir. Si certains préfèrent aller sous leurs propres couleurs aux élections législatives, qui peut les en empêcher ? Cela ne me choque pas. Notre nouvelle formation sera pluraliste. Ce qui compte, c'est qu'elle atteigne la masse critique pour nous permettre d'avoir une majorité stable et durable.

L'UMP sera donc une confédération ?

Nous tiendrons nos assises fondatrices à l'automne et nous verrons comment créer, dans nos statuts, la notion de courants ou de sensibilités, pour que chacun s'y sente tout à fait à l'aise. Cette formation sera démocratique, sans que ni ses dirigeants ni ses orientations soient téléguidés d'en haut.

L'UMP présentera-t-elle des candidats dans les 577 circonscriptions ?

Notre objectif est d'avoir des candidats partout. Si certains candidats ne veulent pas adhérer à l'UMP et apparaissent pourtant comme les meilleurs dans telle ou telle circonscription, nous ne chercherons évidemment pas la confrontation.

Votre nom est régulièrement cité pour prendre la

d'État -, nommé au lendemain d'élections législatives gagnées (lire page 2).

Dans l'hypothèse d'une nomination de Raffarin à Matignon, il était prévu que Nicolas Sarkozy soit numéro deux du gouvernement, ministre de l'Économie et des Finances. Mais, déçu de ne pas être choisi comme premier ministre, le maire de Neuilly menaçait de ne pas rentrer du tout au gouvernement. Dans l'esprit de Raffarin, Sarkozy serait l'homme idéal pour prendre en charge le grand ministère de l'Intérieur et de la Sécurité promise durant la campagne.

Mais ce souhait irait contre la volonté anciennement expri-

faïres étrangères.

Hormis cette dernière hypothèse, il semblait acquis, quel que soit le premier ministre, que le Quai d'Orsay revienne au maire UDF de Toulouse, Philippe Douste-Blazy. Parmi les autres portefeuilles régaliens, le ministère de la Défense semblait promis à François Fillon. Dans un cabinet Sarkozy, l'Hôtel de Brienne serait revenu à l'ancien ministre de l'Intérieur Jean-Louis Debré.

Pour les fonctions de garde des Sceaux, deux noms circulent en priorité : celui de Dominique Perben, à moins qu'il n'obtienne finalement l'Intérieur, et Jean-François Mattei.

comme premier ministre, Nicolas Sarkozy menaçait de ne pas rentrer du tout au gouvernement

rait refusé la Place Vendôme pour briguer la présidence de l'Assemblée nationale.

Une surprise : une personnalité de la société civile ferait son entrée au gouvernement. Président de la RATP, Jean-Paul Bailly serait nommé ministre des Affaires sociales. Ses qualités de négociateur auraient en effet été remarquées par les chiraquiens.

Bruxelles son mandat de commissaire européen.

Raffarin n'oublierait pas ses amis du club Dialogue et Initiatives. Outre Perben et Fontaine, l'ancien ministre des Affaires sociales Jacques Barrot reviendrait au gouvernement. Pour un grand ministère de l'Équipement et de l'Aménagement du territoire, voire pour prendre en charge celui de l'Éducation.

çois Copé. Deux bayrouistes du premier tour figureraient dans cette équipe très chiraço-chiraquienne : Jean-Louis Borloo et Gilles de Robien.

De nombreux autres noms sont cités : Dominique Busseureau aux Transports, Serge Lepeltier à l'Environnement ou aux DOM-TOM, Renaud Donnedieu de Vabres, Christine Albanel, Renaud Dutreil, Brigitte Le Brethon, Pierre Bédier, Pierre Albertini, Roselyne Bachelot, Renaud Muselier, François d'Aubert, Philippe Massoni ou Daniel Duglery... Beaucoup pourraient entrer dans le deuxième gouvernement, après les législatives.

Environ 30 % des Français se sont réfugiés au premier tour dans le vote dit « protestataire ». Quelle leçon en tirez-vous ?

Comment se fait-il que 30 % de Français aient cette phobie de la construction européenne, cette peur de la mondialisation, ce refus de l'euro ? Pourquoi une partie de l'opinion publique est-elle en décalage avec ce qui apparaît à beaucoup d'autres comme le chemin de la modernité ? C'est un vrai défi. Il ne faut pas traiter cette question à la légère. Nous portons une part de responsabilité dans cette situation parce que nous n'avons pas su convaincre et rassurer.

rité intérieure présidé par lui-même. C'est bien la preuve que, sur un sujet essentiel, il est désormais un acteur direct, y compris dans la conduite des affaires intérieures du pays.

Le président de l'UDF, François Bayrou, a déclaré à propos de l'UMP : « Ce n'est pas de l'union, c'est de l'anthropophagie. » Que lui répondez-vous ?

L'exagération n'est jamais bonne conseillère. J'ai toujours tendu la main à François Bayrou et je continue. L'idée que nous allons constituer un parti unique, comme dans les régimes dictatoriaux, est absurde. L'UMP sera une formation ouverte à ceux qui

présidence de l'UMP, mais aussi pour la présidence de l'Assemblée nationale...

J'ai à Bordeaux des responsabilités qui suffisent à mon bonheur. En ce qui concerne l'UMP, ce sont les militants et les militants qui éliront leur président. Personne ne s'autoproclamera. On verra aux assises de l'automne qui sera candidat.

Quelles qualités doit avoir le nouveau gouvernement ?

En période de quinquennat, il faut, autour du président de la République, une équipe soudée qui soit le moteur de l'action gouvernementale, avec beaucoup de cohérence et beaucoup d'imagination.

Malgré les oppositions de François Bayrou et d'Alain Madelin

L'UMP vise la majorité absolue à l'Assemblée nationale

Pour gagner les élections législatives, les chiraquiens ont décidé d'avancer au pas de charge et de passer en force, provoquant la fureur de François Bayrou. C'est en effet dès demain que l'Union pour la majorité présidentielle (UMP) envoie à ses candidats potentiels dans chacune des 577 circonscriptions un formulaire d'investiture.

La commission d'investiture, qui s'est réunie à trois reprises - mardi, jeudi et vendredi - au Sénat, sous la présidence de Jean-Claude Gaudin s'enorgueillit d'être parvenu à 97 % de candidatures uniques. C'était tout le combat de l'UMP, cette nouvelle structure qui regroupe le RPR et les chiraquiens de l'UDF et de Démocratie libérale. « Avec les triangulaires imposées par le Front national, il aurait été suicidaire de partir à la bataille en ordre séparé », estime un négociateur RPR. Les experts électoraux de ces formations estiment à plus de 200 le nombre de triangulaires possibles (lire aussi P. 3).

Face à la crainte du score du FN, mais aussi d'une forte mobilisation de la gauche, tous les

responsables de l'opposition sont d'accord pour juger nécessaires des candidatures uniques partout où c'est nécessaire. Alain Madelin et François Bayrou le disent aussi.

L'accord prévu par l'UMP n'est guère éloigné de celui déjà élaboré préalablement par le RPR, l'UDF et DL. La reconduction des sortants ou le droit de suite ont été validés dans les 257 circonscriptions aujourd'hui détenues par la droite. Et 78 des 87 accords déjà conclus dans des circonscriptions à reconquérir ont été reconfirmés.

Mais derrière la préparation des législatives, c'est la reconposition de la droite qui se dessine. Et les chiraquiens profitent du climat créé par la présence de Jean-Marie Le Pen au second tour pour rendre irréversible la création de cette grande formation du centre droit qu'ils appellent de leurs vœux depuis plus d'un an.

Les conditions fixées par la commission d'investiture, présentées par Jérôme Monod, le conseiller politique de Jacques Chirac, sont strictes. Les candidats ont quarante-huit heures pour retourner le formulaire

d'investiture par lequel ils s'engagent à se déclarer en préfecture sous la seule étiquette UMP, à siéger, une fois élus, dans le groupe commun, à participer au congrès fondateur de l'UMP à l'automne et à soutenir l'action de Jacques Chirac pour les cinq années de la législature. Faute de quoi, un autre candidat sera investi à leur place. Pour plus de sûreté,

Le but de l'UMP, selon ses artisans, est de garantir la cohérence et l'efficacité de la future majorité

il leur est également demandé de retourner une photocopie, certifiée conforme par la préfecture, de leur déclaration de candidature.

Derrière ce qui peut apparaître comme de simples précautions administratives se glisse en fait un véritable enjeu politique. Toutes ces garanties visent en effet un seul et même but : garantir que le financement public, lié aux voix recueillies au

premier tour et au nombre de députés appartenant à un groupe, reviendra bien à l'UMP. Voilà pourquoi François Bayrou prévenait dès après le premier tour dans *Le Figaro* : « Des candidatures uniques, oui, un groupe unique et un parti unique, pas question. »

Pour le président de l'UDF, comme pour Alain Madelin, le dilemme est le suivant : soit ils

acceptent cette structure unitaire, auquel cas leurs partis disparaissent purement et simplement faute de financement ; soit ils veulent pré-

server l'identité de leurs formations, auquel cas ils doivent présenter au moins 50 candidats dans 30 départements différents, et donc, prendre le risque de la division.

Hostile au parti unique, Alain Madelin n'a guère les moyens de résister. La totalité des députés sortants de Démocratie libérale, à l'exception de lui-même et d'un élu villiériste, ont d'ores et déjà rallié l'UMP.

Même si la moitié des députés UDF a déjà fait de même, François Bayrou a sans doute les moyens de préserver un groupe parlementaire. Dans la stratégie de dissuasion du faible au fort, Bayrou et Madelin menacent donc de présenter des candidats, notamment là où il n'existe aucun risque de favoriser le Front national.

Les artisans de l'UMP assurent pourtant que leur objectif n'est pas de « tuer » les sensibilités différentes de l'actuelle opposition, mais de garantir la cohérence et l'efficacité de la future majorité. Conscients des résistances naturelles des appareils existants, ils ont décidé d'aller très vite. C'est pourquoi ils ont lancé l'opération le lendemain même du premier tour, obtenant deux jours après le ralliement du RPR, dont la présidente, Michèle Alliot-Marie, résistait pourtant à une disparition trop brutale. L'enjeu pour l'UMP est désormais d'obtenir à elle seule la majorité absolue de la prochaine Assemblée (289 députés). Faute de quoi elle serait à la merci d'un petit groupe d'élus bayrouistes.

G. T.

LE TEMPS D'UN SPECTACLE, PARIS DEVIENT MAGIQUE.

LIDO
de Paris

"C'EST MAGIQUE !" LA REVUE INCONTOURNABLE DE PARIS !
DÎNER-SPECTACLE 20H OU SPECTACLE SEUL (22H ET MINUIT), À PARTIR DE 60 €
RÉSERVATIONS : 33 (1) 40 76 56 10 - CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS - www.lido.fr

Sans états d'âme ou les « boyaux tordus », spéculant sur l'avenir ou se bouchant le nez, tous ont accompli l'« inimaginable »

Le jour où la gauche a voté pour Jacques Chirac

A Marseille, le dernier vote unanime de la majorité « plurielle »

Patrick Mennucci, président du groupe PS au conseil municipal de Marseille, prend ostensiblement un seul bulletin, au nom de Chirac, et le glisse dans une enveloppe sans passer par l'isoloir : « Ça me tord les boyaux, mais il faut savoir se comporter en responsable. J'espère que Jean-Claude Gaudin se souviendra de mon sacrifice et qu'il me renverra l'ascenseur, au second tour des législatives, lorsque je serai opposé en duel au candidat du FN... »

Pour Annick Boët, présidente du groupe PC au conseil municipal de Marseille, il n'est pas question d'exiger une contrepartie : « Je n'ai pas attendu, moi, les directives du PC pour appeler à voter Chirac. C'est un engagement clair, sans pince à linge et sans gants. Je dis votons Chirac parce qu'il y va de la survie de la République. » Christophe Madrolle, responsable des Verts, avoue pour sa part qu'il n'a pas le moindre état d'âme et que « pour barrer la route au fascisme », il a voté Chirac avec enthousiasme.

A Cintegabelle, sans Jospin

Derrière son urne, Raymond Vieu, adjoint au maire de la commune et « ami de Lionel », se fait du souci pour les commerçants : « Vous comprenez, une manifestation par-ci, un dépôt de pétition par-là, plus les scrutins, sans compter les simples curieux : beaucoup de monde venait ici, s'arrêtait, consommait. Maintenant... » Lionel Jospin a pris son fief d'adoption de court en annonçant sa retraite. « Il ne lui restait plus que deux années de mandat de conseiller général », regrette Marie, une jeune électrice du village. Alain,



A Montigny-les-Cormeilles, Robert Hue sort de l'isoloir. (Photo Pierre Verdy/AFP.)

score du FN : « Il y a cinq ans, un habitant avait collé des affiches pour Le Pen partout. »

A Belfort, Chevènement souffre

Le candidat malheureux du Mouvement des citoyens arrive vers 10 heures dans sa mairie de Belfort, muni de la procuration que lui a confiée son épouse. Il prend deux bulletins au nom de Chirac, aucun à celui de Le Pen. Il avoue que pour lui, le geste est

faire pour mobiliser les gens, plus que la droite. Et aujourd'hui c'est nous qui faisons fonctionner la République puisque la droite ne nous a pas fourni le nombre d'assesseurs nécessaires dans les bureaux de vote. » Tous les socialistes n'ont pas spontanément imité leur maire. Cette jeune femme s'est résolue à voter Chirac « au dernier moment et tout à fait à contrecœur », mais elle prévient déjà : « Si la droite touche au

quois » de l'un des assesseurs : « Tu as vu comment il m'a regardée, ça ne lui faisait pas plaisir que je vote », dit-elle.

A Montpellier, on réquisitionne des assesseurs « Sachant que je me retrouvais seule sans assesseur, j'ai appelé une de mes connaissances, non-inscrite, afin qu'elle me seconde », confesse Gabrielle Deloncle, adjointe divers-droite à la mairie de Montpellier, qui pré-



« Aujourd'hui, je pense à Lionel Jospin », dit Martine Aubry après avoir voté au bureau 701 de l'hôtel de ville de Lille. (Photo Andia.)



En votant pour Jacques Chirac, Jean-Pierre Chevènement avoue que pour lui, le geste est « difficile ». (Photo Jean Becker/L'Alsace/MaxPPP.)

maire de Mulhouse, socialiste tendance blairiste, vote au bureau du lycée Montaigne. « Ça va, Jean-Marie ? » l'interpelle Hubert Wunenburger, directeur de la Fédération des syndicats d'exploitants agricoles du Haut-Rhin. L'interpellé s'esclaffe : « Pour moi, c'est une première ! »

Un peu plus tard, il corrige : « J'avais déjà opté pour la droite une fois, aux législatives de 1973, à Thann. Le candidat

un matériel de « désinfection », comprenant notamment des gants, pour voter. Les mises en garde du Conseil constitutionnel ont refroidi son ardeur. Il s'est contenté d'installer un pédiluve et un portique sur la place principale de sa commune. Sa femme Sylvette est la première à se prêter à cette mise en scène : « On s'est senti sali, explique-t-elle. On avait besoin de se désinfecter après avoir touché les bulletins de droite et

COMMENTAIRE

Le chantier de la reconstruction est ouvert

Elsa Freyssenet

Tout a été gelé jusqu'aux législatives : l'examen des responsabilités respectives dans la défaite du premier tour de la présidentielle et les nouveaux rapports de forces entre partis de la gauche parlementaire ; les méthodes de travail à revoir entre ex-partenaires, comme la nécessité de renouer avec les abstentionnistes et les électeurs qui ont cédé aux sirènes de l'extrême gauche. « C'est comme après un traumatisme : on a besoin de temps et de parler. On n'a pas le temps, donc on ne peut pas vraiment parler », reconnaît le député PS Jean-Christophe Cambadélis. Celui qui fut l'un des concepteurs de la gauche plurielle ne peut qu'évoquer au passé le temps où « les partenaires donnaient une plus-value au PS ». La gauche plurielle avait été conçue comme une machine électorale à ratissier large, le PS ne pouvant à lui seul représenter toute la gauche. Cette alliance avait permis la victoire de 1997 ; ses dysfonctionnements ont, en partie, été à l'origine de la défaite du 21 avril. En cinq ans, la « diversité » tant vantée est devenue « dispersion ». La gauche plurielle est morte. Dans la hâte, les socialistes ont appelé de leurs vœux une « gauche unie ». Un replâtrage destiné à tenir jusqu'aux législatives. Mais l'attelage est d'ores et déjà rétréci puisque Jean-Pierre Chevènement campe désormais sur ses marges. Quant à l'extrême gauche, qui refuse toute alliance, ses candidats ont gagné 1,3 million de voix par rapport à 1995.

ribond, des voix se font entendre pour la constitution d'un pôle de gauche radicale avec les trotskistes de la LCR et les Verts, écartant du même coup le PS. La LCR veut bien « discuter », mais « pas servir de béquille ». « La tentation d'un pôle radical existe chez les Verts mais elle est minoritaire », pense l'ancien secrétaire national des Verts, Jean-Luc Bennahmias. Les écologistes, en revanche, se verraient bien jouer l'interface entre le monde associatif et la gauche parlementaire. De la LCR, ils attendent surtout une bienveillance à l'égard de leurs candidats au second tour des législatives. Des émissaires du PS ont aussi sondé les amis d'Alain Krivine sur leurs conditions pour d'éventuels désistements de second tour.

Si la gauche subit en juin une débâcle similaire à celle de 1993, chaque formation pensera d'abord à régler ses comptes en interne. Qu'elle sauve les meubles ou qu'elle l'emporte, elle devra repenser ses méthodes de travail en commun. François Hollande a ressorti l'idée d'un « comité permanent » de la gauche réclamé de longue date par les Verts. L'amorce d'un grand parti, comparable à celui que Jacques Chirac construit à droite ? Seul le président du PRG, Jean-Michel Baylet, a parlé ouvertement de « la création d'une grande force nouvelle progressiste, populaire, européenne ». « Quelque chose est à inventer », répond prudemment Hollande, qui n'ignore pas les réticences du PC et des Verts. Même Jean-Christophe Cambadélis, qui songe à diverses formules de « confédération » ouverte au

son compagnon, estime que « la politique, c'est comme le sport, ce n'est pas parce qu'on perd un match qu'on va rendre sa licence ».

A Dirac, « des fâchés, pas de fachos »

Dans ce village de 1 375 habitants, à quelques kilomètres d'Angoulême, le club de foot s'est sabordé après le premier tour pour dénoncer les votes pro-Le Pen. Sur 751 votants, le président du Front national a obtenu 109 voix, Lionel Jospin 106 et Jacques Chirac 102. Rémi Sarrat en est encore tout retourné : « Lundi, j'ai reçu un mail d'un ami qui vit en Thaïlande : il avait lu dans le Bangkok Post que Dirac, France, avait placé Jean-Marie Le Pen en tête au premier tour. J'ai eu honte. » Anne Paillard, qui a quitté Paris il y a vingt-cinq ans pour installer à Dirac une petite entreprise paysagiste, n'est pas étonnée par le

« difficile », même si « ce n'est pas une surprise » : « J'ai clairement appelé à voter pour Jacques Chirac afin de faire barrage à Le Pen. »

A Tulle, Hollande fait l'«inimaginable»

Dans son fief corrézien, le premier secrétaire du PS se rend dans l'isoloir muni d'un seul bulletin : celui du président sortant. A sa sortie, il commente l'expérience inédite qu'il vient de vivre : « C'est le vote républicain d'un citoyen exemplaire. Mais je n'aurais pas imaginé être obligé de voter Chirac au deuxième tour. »

A Lille, Aubry « fait fonctionner la République »

« Aujourd'hui, je pense à Lionel Jospin », dit Martine Aubry après avoir voté au bureau 701 de l'hôtel de ville de Lille. Elle se félicite de cette participation accrue : « On a fait ce qu'il fallait

secteur public, aux retraites, et avantagé les entreprises, on descendra dans la rue. » Ce militant PS, lui, a désobéi à la consigne : « En fin de compte, j'ai voté blanc. Chirac aura assez de voix et il faut aussi que beaucoup de Français refusent ce choix stupide qu'on leur offre. »

A Bordeaux, la participation ne décolle pas

En sortant du gymnase Mallet, en centre-ville, une grand-mère lance à la cantonade : « J'espère qu'il ne fera pas plus de 10 % », après avoir mis son bulletin dans l'urne. Les électeurs de ce quartier résidentiel la regardent, l'air étonné. Au centre social Saint-Pierre, une femme confie son chien à une voisine : « Je le garde, mais si vous votez bien ! » « Comme d'habitude, évidemment ! » lui répond-elle. Sabrina, « Française du Maroc », s'indigne auprès de son fils du « sourire nar-

side le bureau 7. « Nous allons sortir de l'impasse en rameutant nos militants », la rassure Louis Pouget, adjoint au maire lui aussi, mais inscrit au PS. Rien de particulier à signaler, en revanche, en ce qui concerne les électeurs : « On a tout juste relevé une plus grande proportion d'œillets rouges à la boutonnière. Le code électoral n'interdit pas l'élégance ! », s'exclame Joseph Chouilly, directeur des élections à la préfecture. Beaucoup de jeunes gens se présentent aux bureaux de vote. « J'avais oublié de venir au premier tour. Je ne pouvais pas répéter deux fois la même erreur. Cette fois-ci, le contexte est important. Même si je ne suis pas très enthousiaste », explique ce sympathisant socialiste du quartier des Beaux-Arts.

A Mulhouse, Bockel « sans état d'âme »

Jean-Marie Bockel, député

socialiste avait été éliminé. » A l'époque, il militait au Cérés de Chevènement. Sur le pont depuis 8 heures, Jean-Marie Bockel a « voté Chirac sans état d'âme ». Le candidat du FN est arrivé en tête à Mulhouse avec 21 %, devant Jacques Chirac (17 %) et Lionel Jospin (14 %). « En quinze jours, nos militants ont eu le temps d'intérioriser ce vote », juge le maire. « Les gens de gauche se sont déplacés. Mais les électeurs sont un peu plus nerveux, plus tendus », remarque Denis Rambaud, responsable du PS mulhousien, qui préside le bureau de l'hôtel de ville. C'est quand même une journée particulière ! J'espère que cela ne se reproduira plus. »

A Villemagne, on se « désinfecte » après avoir voté Chirac...

Le maire socialiste de ce village de l'Aude, Alain Bauda, avait promis à ses 220 habitants

d'extrême droite. Ce n'est pas évident pour des gens de gauche de voter Chirac. « Ça désinfecte, certes, mais ça n'ôte pas la frustration », remarque un jeune homme. De nombreux adultes arborent sur la poitrine un petit carton jaune indiquant leurs origines : « parisienne », « italienne-allemande-française », « DDASS » ou encore « descendant d'australopitèque ». Une déléguée du Conseil constitutionnel venue contrôler le déroulement du scrutin repart sans faire d'observation.

De nos correspondants
Philippe Motta à Toulouse,
Jean Valbay à Lille,
José d'Arrigo à Marseille,
Claude Belmont à
Montpellier,
Céline Edwards-Vuillet
à Bordeaux
et Yolande Baldeweck
à Mulhouse

Du coup, la « refondation », la « recomposition », ou la « reconstruction » sont dans tous les esprits. Au sein du PCF mo-

monde associatif, juge que son vieux rêve de formation unique de la gauche « n'est pas mûr ».

Il doit attendre son successeur à Matignon

Jospin est pressé d'en finir

Judith Waintraub

Comme il l'avait décidé dès le lendemain de son échec au premier tour, Lionel Jospin a voté hier par procuration. C'est Josette Brunet, l'épouse du maire socialiste de Cintegabelle, qui a déposé dans l'urne un bulletin pour le candidat battu le 21 avril. Son directeur de campagne, Jean Glavany, avait justifié ce choix samedi en expliquant : « Il a décidé d'abandonner la vie politique et donc la vie publique. S'il votait à Cintegabelle, des tas de photographes et de cameramen voudraient le forcer à revenir dans la vie publique, à faire de son acte citoyen un acte public. Il ne le souhaitait pas. Il votera lui-même quand il sera sûr de pas avoir de photographes. Il est maintenant dans la vie privée, il faut respecter ce choix. »

Depuis qu'il a démissionné de son mandat de conseiller général du canton de Cintegabelle, le 24 avril, Lionel Jospin n'a plus aucune attache politique en Haute-Garonne. Premier ministre sur le départ, il n'a pas voulu passer ce week-end à la Lanterne, la résidence versaillaise dépendant de Matignon où il s'est fréquemment rendu au cours de la législature. Il a préféré rester dans l'appartement parisien qu'il a réintégré avec son épouse, rue du Regard.

Vendredi soir, il a laissé pour seule consigne à ses collaborateurs de se tenir prêts à quitter leur bureau à Matignon dès ce matin.

Le premier ministre lui-même a l'intention de porter sa démission « avant midi », aujourd'hui, au président de la République. Malgré sa hâte de mettre le plus vite possible un point final à ses activités politiques, il devra at-

tendre la nomination de son successeur pour respecter la tradition républicaine de la passation des pouvoirs. Il doit notamment avoir un entretien en tête à tête avec le nouveau premier ministre, pour l'informer des affaires urgentes en cours et lui laisser, s'il le souhaite, des éléments d'analyse sur la situation économique et sociale des prochains mois.

Quand Lionel Jospin était arrivé à Matignon en 1997, son prédécesseur, Alain Juppé, lui avait transmis une note de la direction du budget que le chef du nouveau gouvernement s'était empressé de mettre dans le coffre de son bureau pour ne plus jamais la consulter, comme il l'a raconté dans l'entretien qu'il a donné au *Figaro* le 12 avril. Ce document indiquait que la dégradation des finances publiques rendait nécessaires des mesures immédiates de rigueur, alors que le vainqueur des législatives avait l'intention de mener une politique de relance par la demande.

Le successeur de Lionel Jospin trouvera lui aussi en arrivant une note inquiétante des services des finances, mais ce ne sera pas une découverte : elle a été publiée le 5 avril par *Les Echos* et a permis à Jacques Chirac de contester les prévisions de son adversaire socialiste. Lionel Jospin affirmait pouvoir rétablir l'équilibre des comptes publics en 2004 tout en baissant les prélèvements obligatoires. La note explique qu'au contraire seule une hausse d'impôts permettrait de tenir l'échéance.

Mais ce n'est plus le problème du premier ministre sortant. Il veut simplement en finir vite et, comme le président réélu souhaite lui aussi mettre très vite en place son gouvernement, l'attente ne devrait pas être trop longue pour Lionel Jospin.

Le programme des socialistes sera adopté dès demain

La « gauche unie » veut croire en sa revanche aux législatives

« Le temps du chagrin, de l'accablement et de la colère s'achève ; le temps de l'espoir, de la conquête et de la joie retrouvée s'ouvre au-delà du 5 mai. » C'est un François Hollande lyrique qui, il y a quelques jours à la Mutualité, tentait de regonfler le moral de ses troupes. Depuis le soir du 21 avril, les leaders de la gauche parlementaire ne vivent que pour la revanche qu'ils espèrent prendre aux législatives des 9 et 16 juin. C'est avec ces échéances à l'esprit qu'ils ont appelé à voter pour Jacques Chirac au second tour de la présidentielle afin d'empêcher le président de revendiquer seul sa victoire. C'est dans la perspective du prochain scrutin que socialistes, Verts, communistes et radicaux de gauche travaillent sur des candidatures communes dans les circonscriptions où la gauche risque l'élimination dès le premier tour. Dans l'urgence. Pour

repartir à la bataille le plus vite possible.

Du coup, l'agenda des prochains jours est chargé. Dès ce soir, le PS soumet son programme à la discussion de ses militants pour une adoption demain soir par le conseil national. Les socialistes espèrent aussi pouvoir ce soir-là entériner les nouveaux accords électoraux avec leurs partenaires, mais les discussions n'ont pas beaucoup avancé. C'est pourquoi les Verts ont repoussé leur Cnir (le parlement du parti) prévu aujourd'hui au 12 mai. Mardi soir, le PCF réunit lui aussi son conseil national mais l'essentiel risque d'être consacré au débat sur l'avenir du parti, voire de sa direction.

La présentation prochaine de « principes communs » lors d'une réunion des dirigeants du PS, des Verts, du PCF et des radicaux de gauche est aussi souhaitée par les socialistes. « La

question n'est ni un accord de législation et encore moins un miniprogramme commun », a prévenu la communiste Marie-George Buffet, qui préfère un texte réduit aux « valeurs essentielles ».

Ce matin, les experts électoraux du PS, du PCF, du PRG et

« Il peut y avoir un retournement, mais ce serait vraiment miraculeux »

des Verts se rencontrent à nouveau. Les quatre formations de la gauche parlementaire disent vouloir présenter une gauche « unie » face à la menace de l'extrême droite, mais les arrières-pensées sont toujours présentes. Si le PCF a pour la première fois accepté de ne pas faire cavalier seul au premier tour, c'est qu'il

veut préserver ses députés sortants. « Nos égards pour les communistes sortants ne peuvent être que marginaux », répond-on rue de Solferino. Pour ses propres troupes, le PS s'accroche en revanche à la règle du maintien des sortants... au grand dam des Verts qui ne se contentent pas des 42 circonscriptions accordées au début de l'année. « L'objectif du PS ne peut pas être la sauvegarde du PC et la garantie d'un groupe parlementaire Verts

(20 députés) », grogne un dirigeant socialiste. « Nous n'avons que huit à treize circonscriptions gagnables, c'est invendable auprès de notre base », rétorque le Vert Jean-Luc Bennaïm. Mais, comme dans le contexte actuel aucun des partenaires n'a intérêt à apparaître comme le diviseur, les

Verts pourraient signer un accord « a minima » : ils ne retireraient leurs candidats que dans quelques dizaines de circonscriptions. Au fil des desiderata des uns et des autres, la carte de la « gauche unie » se rétrécit. L'exercice pourrait se solder par des alliances à géométrie variable : rassemblant les quatre partis dans certains endroits, et deux ou trois dans d'autres.

Le Pôle républicain de Jean-Pierre Chevènement fera, lui, cavalier seul au premier tour et se heurte à l'acrimonie de ses ex-partenaires pour le second. Quant à l'extrême gauche, des délégations de Lutte ouvrière et de la LCR se rencontrent demain. « On va vers une répartition des circonscriptions », dit-on à la LCR.

Le principal espoir de la gauche parlementaire, pour contenir l'extrême gauche et se maintenir face à la droite, réside dans la mobilisation anti-Le Pen

des derniers jours qui pousserait, à gauche, au vote utile. Le nouveau gouvernement pourrait aussi servir de repoussoir : « Il y aura un gouvernement de droite avec des figures de droite et des mots de droite », attend presque avec impatience François Hollande, qui a déjà commencé sa campagne sur la nécessité de « rééquilibrer les pouvoirs » dans l'intérêt « de la démocratie ». Mais, contrairement à 1997, la gauche n'a pas de patron incontesté à présenter comme postulant au poste de premier ministre. Le premier secrétaire du PS, qui conduit la campagne socialiste, prend soin de parler de « travail d'équipe » pour ne pas relancer la guerre des chefs dans son parti. Et l'écologiste Bennaïm de conclure, peu convaincu : « Il peut y avoir un retournement aux législatives mais ce serait vraiment miraculeux. »

E. F.

Depuis le 21 avril, la Rue de Solferino aurait enregistré l'inscription de près de 10 000 nouveaux militants

Le PS enregistre un afflux d'adhésions

Nathalie Perrigot

Près de 10 000 nouveaux adhérents en une dizaine de jours, pour 105 000 déjà encartés : du jamais vu au PS. Ni ailleurs. A Paris, la proportion est encore plus grande : depuis le 21 avril, 1 000 adhérents sont venus grossir les rangs des 5 000 militants socialistes de la capitale. Depuis la sévère défaite infligée au gouvernement sortant, les fédérations ne désespèrent pas : de demandes de renseignements en formulaires d'inscription, les permanents s'activent avec enthousiasme. Un enthousiasme teinté

d'amertume. « Il est curieux qu'il faille attendre de perdre pour être aimé », avait confié François Hollande quelques jours après le premier tour.

Pourtant, le phénomène n'est pas nouveau. « Nous avons déjà constaté un afflux de demandes après la présidentielle de 1995, comme après les législatives de 1997 », explique Didier Guillot, secrétaire de section dans le XVIII^e arrondissement de Paris. Aujourd'hui, les chiffres y sont éloquentes. « C'est un événement sans précédent : on reçoit sans discontinuer près de 10 demandes par jour depuis 10 jours », explique Didier Guillot. C'est plus que sur toute l'an-

née 2001. Dans une section de 300 adhérents, c'est énorme. »

Le portrait type du « nouveau militant » ? Moins de 40 ans, « bobo » comme issu des milieux populaires, proche des idées du parti mais pas forcément prêt à franchir le pas avant le 21 avril. « Un électrochoc. La défaite de la gauche et l'extrême droite à 20 %... Il fallait que je m'engage », confie Alice, une étudiante de 25 ans. « Je vis à Paris mais je suis italienne, je n'ai donc pas pu voter. Militer est le seul moyen de faire entendre mes idées », expose pour sa part Flavie, 28 ans, membre d'une ONG. Motif différent mais volonté identique pour Damien, 24 ans, qui a signé cette se-

maine son formulaire d'inscription : « Je n'ai pas fait les démarches pour pouvoir voter et je le regrette amèrement. Après la déception et la colère du premier jour, j'ai bien réfléchi. J'ai envie de tenter l'aventure, de m'investir vraiment pour des idées auxquelles je crois. » S'ils se sont, pour une large partie, abstenus lors du premier tour, les jeunes sont aussi les plus nombreux à s'engager aujourd'hui. « Il y a également d'anciens adhérents des années 1970 ou 1980 qui souhaitent militer à nouveau », affirme Didier Guillot.

De la même façon, dans les autres fédérations départementales, et particulièrement là où Jean-Marie Le Pen

a réalisé un score élevé (22,98 % dans l'Hérault, 22,40 % dans les Bouches-du-Rhône), les dirigeants PS affirment enregistrer un nombre d'inscriptions record : jusqu'à 300 par jour et par fédération. Mais si à tous les niveaux, du simple sympathisant aux responsables du parti, on se félicite de cet élan, on craint aussi « l'après-législatives ». « Car si les Français manifestent, sont plus nombreux à voter au second tour ou poussent la porte des bureaux des partis, il va falloir poursuivre l'effort, continuer à les intéresser à la vie politique. » Après. L'effet « soufflé » des grands enjeux électoraux retombé. « Pour ne plus en arriver là », soupire Damien.



La mobilisation des socialistes au soir du premier tour s'est confirmée par de multiples adhésions, jusqu'à 300 par jour dans certaines fédérations. (Photo Caroline Fayaud/Le Figaro.)

Pour Jon Henley, correspondant du « Guardian » à Paris

« Jospin s'est tiré une balle dans le pied »

Jon Henley est correspondant à Paris du quotidien britannique *The Guardian*.

LE FIGARO. – Êtes-vous surpris de la percée du vote Front national à l'occasion de cette élection présidentielle ?

JON HENLEY. – Je suis évidemment surpris, mais plutôt parce que, comme beaucoup d'autres journalistes (étrangers et français), je me suis refusé à imaginer l'impensable. Avec le recul, on peut vraiment dire que l'évidence était là, sous nos yeux : les derniers jours précédant le premier tour, on voyait, de sondage en sondage, une montée de Le Pen, alors que le score de Jospin stagnait ou baissait. Il est vrai que les sondages, concernant le vote Front national, ne sont jamais fiables. Mais enfin, tous les ingrédients étaient réunis. Pendant des semaines, nous avons écrit que la campagne ne per-

mettait pas de distinguer la gauche de la droite, que le vote protestataire serait important, et que l'abstention serait très forte... Inévitablement, cette configuration pouvait aboutir à ce qui s'est passé au premier tour.

Quelle est selon vous la part de responsabilité du candidat Jospin dans l'élimination de la gauche dès le premier tour ?

Plusieurs facteurs ont joué. D'abord, ce n'est jamais facile d'être le chef d'un gouvernement sortant. L'électorat a toujours tendance à dire « Vous n'avez pas fait assez » plutôt que « Merci de ce que vous avez fait ». Ensuite, la campagne a sans doute commencé trop au centre, et il a été difficile de corriger plus tard cette trajectoire. Quand Lionel Jospin a dit « Mon programme n'est pas socialiste », il s'est tiré une balle dans le pied... Enfin, Jospin lui-

même est un problème, en tant que candidat. Il est un homme clairement honnête, décent, un homme de principes et, objectivement, un très bon premier ministre. Mais, en tant que politique, quand il s'agit d'inspirer l'électorat, il est assez terrible ! Son discours était trop technique, académique, professoral, didactique, technocratique. A la fin du meeting de Rennes, je me suis dit : « Je comprends pourquoi Jospin ne sera pas élu ».

La gauche française est-elle à vos yeux en état de jouer un rôle dans la vie politique ?

Elle a besoin de nouvelles têtes et d'un programme nouveau. L'électorat n'a plus confiance dans la vieille garde du PS. Les élections législatives vont être très difficiles, même si la présence de François Hollande, dont l'analyse politique est très claire et qui est un bon communicateur, est encourageante.

L'extrême droite est-elle si forte qu'elle doive, selon vous, accéder au rang de « parti de gouvernement » ?

Elle a toujours été présente dans la société française, depuis des siècles, et Jean-Marie Le Pen n'en est qu'une expression plus virulente qu'à l'ordinaire. Après tout, il n'a fait que deux points de plus que son score habituel. Des rapprochements au niveau local sont très possibles entre la droite et l'extrême droite. Ce que Chirac ne fera certainement pas, sans aller jusqu'à prendre des ministres FN, c'est un gouvernement prenant en compte les voix de gauche. Il fera un programme très à droite, parce qu'il a compris que la non-différenciation entre droite et gauche lui a coûté, à lui aussi, beaucoup de voix au premier tour.

Propos recueillis par Pascale Sauvage

Pour Alberto Toscano, correspondant de « Il Giornale » à Paris

« Le gouvernement n'a pas su parler au pays »

Alberto Toscano est correspondant à Paris de deux journaux de Milan, le quotidien *Il Giornale* et l'hebdomadaire *Panorama*.

LE FIGARO. – La présence du Front national au second tour de l'élection présidentielle vous a-t-elle étonné ?

ALBERTO TOSCANO. – Je n'avais pas prévu cela. Pourtant, quand le journal *Courier international* a demandé aux correspondants de la presse étrangère à Paris de contribuer à sa parution en proposant un article sur la campagne présidentielle, j'ai choisi de traiter la candidature de Jean-Marie Le Pen. Je disais qu'il était en train de mener sa dernière bataille, de jouer sa revanche... sans imaginer un seul instant qu'il puisse être au second tour. J'étais surpris, mais pas du fait qu'il ait fait un bon score.

Quelles sont les raisons, à vos yeux, de l'élimination de Lionel Jospin au premier tour ?

Il y a à mon avis la conjonction bizarre de facteurs profonds et de facteurs contingents. Je veux dire que les facteurs profonds n'auraient pas eu de telles conséquences si le hasard n'avait pas pris une grande part. Pendant cinq ans de gouvernement de gauche, on a mal interprété certains problèmes de la France réelle. Des choses bonnes – d'autres moins bonnes – ont été faites, qui ont pris en compte les classes qui forment l'électorat socialiste (le parisianisme en est l'expression la plus typique, mais il y a aussi la fonction publique et les classes moyennes), mais pas les chômeurs, les ouvriers, les paysans et les retraités. Ces catégories-là n'ont pas pu profiter des 35 heures. Il faut avoir de l'argent, des idées, des envies, pour

savoir que faire d'un jour de congé supplémentaire... Pour un ouvrier ou un retraité, la RIT est la pire chose qui puisse arriver ! Deuxième facteur, ce gouvernement n'a pas su parler au pays, il a enregistré un gros déficit de communication. Enfin, il s'est posé en fin de législature le problème de l'insécurité.

Vous avez énuméré les facteurs profonds de cette défaite. Quels sont ceux que vous appelez les « facteurs contingents » ?

D'abord, comment un premier ministre a-t-il pu ne pas se rendre compte qu'il devait empêcher à tout prix la rupture avec Jean-Pierre Chevènement ? C'était à l'évidence une mine flottante qui allait créer des dégâts au paquebot Jospin ! Si Chevènement voulait partir, il fallait éviter de lui offrir le prétexte de la Corse. Ensuite, le cas Taubira est incroyable ! Avec deux ou trois circonscriptions

législatives de plus, le PRG ne nonçait à présenter un candidat à la présidentielle. Enfin, la campagne contre l'extrême gauche a démarré beaucoup trop tard. Le PS n'a pas dénoncé à temps le caractère extrêmement autoritaire des trotskistes.

La gauche est-elle en position de se rattraper aux législatives ?

Les élections législatives risquent de confirmer le fossé entre le pays réel et sa représentation politique. Le gouvernement, tel qu'il sortira des urnes au mois de juin, doit s'attendre à une troisième confrontation avec les électeurs d'ici un an. Je ne crois pas à une victoire de la gauche aux législatives, sauf si la droite fait une bêtise gigantesque... La politique française obéit plus aux erreurs des uns qu'aux mérites des autres.

Propos recueillis par P. S.

Dans les régions, le second tour de la présidentielle révèle l'ampleur de la mobilisation contre le FN

Le triomphe du vote anti-Le Pen

Portée par la vague républicaine, l'élection de Jacques Chirac corrige la géographie électorale des régions du premier tour de la présidentielle. L'impact de la mobilisation contre l'extrême droite a notamment porté ses fruits dans les départements où Jean-Marie Le Pen était en tête du scrutin au 1^{er} tour (Paca, Alsace, Champagne-Ardenne, Picardie). La mobilisation contre l'extrême droite a porté ses fruits : à quelques exceptions près, Jean-Marie Le Pen retrouve tout juste le capital électoral amassé par l'extrême droite au 1^{er} tour. Partout, la montée de la participation a essentiellement fait pencher la balance en faveur de Jacques Chirac, notamment dans des régions où les vacances scolaires avaient fait grimper au 1^{er} tour l'abstention (Ile-de-France, Aquitaine).

Josseline Abonneau

Paris : élection de maréchal

Dans la ville dont il fut maire pendant dix-huit ans, Jacques Chirac devrait décrocher au second tour une élection de maréchal. Malgré un très fort taux d'abstention au 1^{er} tour (29,81 %) – en raison des vacances scolaires –, le président sortant pulvérisait son score national avec 24 % des voix. Et devait reléguer loin derrière lui, Jean-Marie Le Pen qui a réalisé, au premier tour son meilleur score dans le XVIII^e arrondissement (11,20 %) fief du ministre de l'Intérieur jospiniste, Daniel Vaillant.

Partagé entre Lionel Jospin et l'ancien maire de Paris, le vote de la gauche au second tour dans les arrondissements « roses » devrait être un bon indicateur sur l'efficacité de la consigne de vote du PS en faveur du Chirac au second tour. Notamment dans les dix arrondissements de l'Est parisien qui ont propulsé Lionel Jospin en tête du 1^{er} tour. Outre son passage à gauche en 2001, la capitale de l'Hexagone n'est pas propice à l'essor des extrêmes. Les trois candidats d'extrême gauche qui n'ont rassemblé que 6,81 % des suffrages au 1^{er} tour ne peuvent pas pré-



File d'attente au bureau de vote 24 à Paris. Partagé entre Lionel Jospin et l'ancien maire de Paris, le vote de la gauche au second tour dans les arrondissements « roses » devrait être un bon indicateur sur l'efficacité de la consigne de vote du PS en faveur du Chirac. (Photo Alain Aubert/Le Figaro.)

tendre jouer les trouble-fête. Jean-Marie Le Pen, quant à lui, fait du surplace, l'abstention du 1^{er} tour lui ayant même fait perdre 8 250 voix par rapport à 1995. Autant dire que dans ce duel présidentiel, les abstentionnistes auront donc le dernier mot au second tour.

Ile-de-France : le grand chelem

Arrivé en tête au 1^{er} tour, dans six des sept départements de la petite et grande couronnes parisiennes, Jacques Chirac devrait maintenir à distance Jean-Marie Le Pen au second tour. Le leader de l'extrême droite ne parvient pas à séduire les Franciliens qui le maintiennent largement en dessous de son score national.

La surprise du second tour pourrait donc surgir de la seule Seine-Saint-Denis où le taux d'abstention a pulvérisé les 35 % au second tour, plaçant au coude à coude Jean-Marie Le Pen (17,74 %) juste derrière Lionel Jospin (17,84 %).

Pour Jacques Chirac, l'enjeu de ce second tour est clair : réaliser le grand chelem en se hissant en tête du scrutin dans les départements franciliens. Le candidat président peut espérer tirer les bénéfices de la forte mobilisation anti-Le Pen et d'un net recul du taux record de l'abstention enregistrée au 1^{er} tour (31,89 %), pour cause de « vacances scolaires ».

Dans un report parfait des voix de la gauche parlementaire, l'appel de la gauche à voter Chirac devrait faire grimper les résultats du président sortant qui pourrait pulvériser les 70 %. Dans les mêmes conditions, l'extrême droite (FN plus MNR) ne peinerait pas à franchir la barre des 17 %. La victoire de Jacques Chirac semblait presque acquise à la veille du second tour. A un détail près : quel allait être le jeu de l'extrême gauche forte d'un capital électoral de 8,44 % des voix, notamment dans les anciens bastions communistes de Seine-Saint-Denis ?

Alsace : le poids de l'Église

► Avec 28 % des voix dès le premier tour, les deux candidats de l'extrême droite ont battu leur record national. Sauf mobilisation des abstentionnistes en sa faveur, Jean-Marie Le Pen a fait le plein de voix dès le 1^{er} tour. L'appel de l'Église en Alsace à faire barrage contre l'extrême droite, devrait avoir un écho dans cette région de tradition démocratique-chrétienne. Jacques Chirac, quant à lui, ne peut compter sur le re-

François Rebsamen, maire de Dijon, a appelé « à regret » à voter Chirac.

Bretagne : la résistance à Le Pen

► Le Grand Ouest résiste encore à Jean-Marie Le Pen, l'enfant du pays de la trinité sur Mer (Morbihan). Le candidat FN, dont les scores restent ici inférieurs à la moyenne nationale, ne disposait théoriquement que d'une infime réserve de voix au second tour. Le succès de Jacques Chirac est assuré. Car dans ces

conditions, l'extrême droite (FN plus MNR) ne devait pas atteindre les 12 %. Si la victoire semble donc acquise à Jacques Chirac, il restait hier une inconnue : où iraient les 12, % de l'extrême gauche ?

Languedoc- Roussillon :

Lorraine : L'extrême gauche en arbitre

► La clé du second tour est entre les mains des électeurs de l'extrême gauche. Avec 11,74 des suffrages recueillis dès le 1^{er} tour, le score obtenu par Arlette Laguiller et Olivier

gauche a réalisé sensiblement le même score qu'au niveau national.

Nord-Pas de Calais : les atouts de Le Pen

► Ce bastion historique de la gauche a largement délaissé ses attaches « roses » pour se tourner vers le Front national ou au mieux pour se réfugier dans l'abstention, celle-ci ayant pulvérisé les 28 % au 1^{er} tour. Jean-Marie Le Pen bénéficie dans cette région économique difficile d'atouts non négli-

Haute-Normandie : à l'épreuve de droite républicaine

► Jacques Chirac qui, au premier tour, a été distancé dans l'Eure de quelque six cents voix par Jean-Marie Le Pen, devra faire le plein des voix de la droite républicaine pour s'assurer de la victoire au second tour. Talonné par le leader frontiste en Seine-Maritime, le président candidat peut consolider son avance du premier tour en recueillant les voix d'une gauche affaiblie au 1^{er} tour

trême gauche forte de plus 12 % des voix au 1^{er} tour.

Provence-Alpes-Côte d'Azur : FN contre vote républicain

► Sursaut républicain ou raz de marée de l'extrême droite ? La région où Jean-Marie Le Pen a devancé Jacques Chirac, au premier tour, est un test pour le vote républicain. En première ligne, les Bouches-du-Rhône où le président frontiste a triomphé dans 94 communes sur

Chirac a lui-même assuré. Car dans ces terres démocrates-chrétiennes conquises au fil des scrutins par le PS, l'enjeu du second tour porte essentiellement sur l'importance du report des voix de la gauche sur Jacques Chirac.

Aquitaine : les Landes en étalon

► Jacques Chirac devrait sortir triomphant d'un scrutin qui l'a placé en tête dès le 1^{er} tour avec 19,12 % des suffrages devant Lionel Jospin (18,13 %) et Jean-Marie Le Pen (13,17 %). L'ancrage de Jean Saint-Josse dans cette région de chasseurs où le candidat CPNT a réalisé ses meilleurs scores contient la poussée de l'extrême droite. La surprise peut encore venir du Lot-et-Garonne qui, au 1^{er} tour, a classé premier le candidat du FN avec 18,91 % des suffrages. Fief d'Henri Emmanuelli et département le plus socialiste de France, les Landes sont un bon étalon de la discipline et de la mobilisation de l'électorat PS qui a placé Lionel Jospin en tête du 1^{er} tour avec 21,89 % des voix. Dans les Pyrénées-Atlantiques, terres de François Bayrou, le président sortant peut s'imposer dans un département où le score de Jean-Marie Le Pen est inférieur à sa moyenne nationale.

Auvergne : fidèle à Chirac

► Le FN y réalise des scores inférieurs à la moyenne nationale, Jacques Chirac ne devrait donc pas avoir de mal à franchir les 80 % au second tour. Et ce d'autant plus que l'extrême droite, avec 16,28 % des voix, n'a pas réussi de percée spectaculaire au 1^{er} tour. Il faudra cependant surveiller le score du FN en Haute-Loire où Jean-Marie Le Pen a dépassé son score national au 1^{er} tour avec 18,40 % des voix. Le Cantal (30 % des voix au 1^{er} tour), cher à Georges Pompidou, devrait rester fidèle à Jacques Chirac.

Bourgogne : le poids du PS en déclin

► Symbole de la France rurale, la région qui balançait au 1^{er} tour entre Jean-Marie Le Pen (18,26 %) et Jacques Chirac (19,02 %), devrait permettre au Président sortant de tirer son épingle du jeu. Pour contenir le FN, notamment dans l'Yonne frontiste du 1^{er} tour, Jacques Chirac doit s'en remettre à la gauche déclinante. Notamment dans la Nièvre, berceau de la mitterrandie tout comme en Côte d'Or où le jospinien

Chirac a lui-même assuré. Car dans ces terres démocrates-chrétiennes conquises au fil des scrutins par le PS, l'enjeu du second tour porte essentiellement sur l'importance du report des voix de la gauche sur Jacques Chirac.

Centre : Chirac en pole position

► Le chef de l'État est en situation de renforcer son avance du 1^{er} tour avec le soutien des électeurs de gauche inquiets de la montée de l'extrême droite. Le Centre qui englobe l'ancien bastion communiste du Cher, fait partie des cinq régions où le président du Front national a été battu, dès le 21 avril par Jacques Chirac, celui-ci y ayant aussi devancé Lionel Jospin. Même Orléans, ville de Jeanne d'Arc et théâtre un fait divers violent la veille du 1^{er} tour, reste indifférente aux siennes le FN.

Champagne-Ardenne : l'inconnue des reports

► Excepté dans la Marne, chiraquienne de justesse, Jean-Marie Le Pen était arrivé en tête dans tous les départements de la région au soir du 1^{er} tour. Ce coup spectaculaire ne devrait pas résister aux appels massifs pour un soutien au candidat-président lors de ce second tour. A abstention identique et avec un report parfait des voix du centre et de gauche – excepté celles de l'extrême gauche – Jacques Chirac devrait l'emporter face au candidat frontiste fort de plus de 24 % de suffrages.

Corse : le sursaut des abstentionnistes

► Au premier tour, les Corses qui ont placé en tête Jacques Chirac, se sont massivement abstenus (41,38 %). La mobilisation des abstentionnistes devait être la principale clé du second tour. Avec 17,21 % des voix, l'extrême droite a progressé de cinq points par rapport à 1995. L'apport de voix de gauche et le pactol de Jean Saint-Josse (8,23 %) devraient permettre au président sortant de distancer Jean-Marie Le Pen. Même si une part du vote protestataire se porte sur le FN.

Franche-Comté : l'extrême droite incontournable

► En tête au 1^{er} tour dans les quatre départements avec un score de 19,98 %, Jean-Marie Le Pen peut

Roussillon : les espoirs du FN

► Arrivé en tête, au premier tour, dans trois des cinq départements de la région Languedoc-Roussillon, (Hérault, Gard et Pyrénées-Orientales), le Front national a pris une longueur d'avance sur son concurrent du RPR, Jacques Chirac. Un constat qui invite à la prudence sur le résultat de Jean-Marie Le Pen dans cette région propice au vote protestataire et qui a flirté avec l'extrême droite. Le FN dispose d'une réserve de voix non négligeable et pourrait ratisser large tant du côté des enrégés de l'extrême gauche (qui pèse plus de 10 % des suffrages) que vers les chasseurs les plus radicalisés dont le candidat a capitalisé 6 % des voix au 1^{er} tour. Si, mathématiquement, Jacques Chirac peut l'emporter au second tour, le score de Jean-Marie Le Pen, devrait dans cette région dépasser largement son niveau national.

Limousin : victoire acquise pour Chirac

► Dans sa région de prédilection, Jacques Chirac atteignait 26,93 % au 1^{er} tour. Ce score ajouté à une abstention identique (à 22,96 %) et à un report parfait des voix du centre et de gauche gouvernementale, le président-candidat devait hier l'emporter à plus de 70 %. Dans les mêmes

tenu par Arlette Laguiller et Olivier Besancenot constitue une réserve de voix indispensable pour l'un des deux candidats présents au deuxième tour. Il reste une autre inconnue, l'abstention qui peut encore faire varier le score de Jean-Marie Le Pen qui est arrivé en tête dès le premier tour en Lorraine avec 21,31 % des voix, devançant de trois points le président sortant.

Midi-Pyrénées : la mesure du vote républicain

► Dans ce bastion historique de la gauche où Lionel Jospin a subi une défaite cuisante le 21 avril, même s'il est arrivé en tête (avec 19,54 % des suffrages), la mobilisation du vote républicain était attendue. Au premier tour, les électeurs se sont moins abstenus que dans l'ensemble du pays. Jean-Marie Le Pen (15,30 %) comme Bruno Mégret (1,84 %) ont fait moins bien que leur score national. Mais en ces terres de tradition radicale et socialiste comme partout ailleurs, l'extrême droite a progressé par rapport aux précédents scrutins. En Haute-Garonne, le département le plus peuplé de la région, le leader du Front national (16,60 %) avait créé la surprise en devançant Jacques Chirac (15,19 %). Restait à savoir s'il avait fait le plein des voix, dans une région où l'extrême

ment difficile d'atouts non négligeables pour le second tour. Arrivé en tête au premier tour, le candidat frontiste a notamment fait sa pelote dans les bastions communistes voir dans les cités populaires tenues par le PS. Outre l'apport des voix mégrétistes qui l'assuraient de franchir la barre des 20 %, le candidat du FN pouvait espérer attirer une partie de l'électorat protestataire drainé par l'extrême gauche : Arlette Laguiller qui a refusé tout consigne de vote, a réalisé son meilleur score sur ces terres jadis communistes, pulvérisant les 10 % dans le bassin minier du Pas-de-Calais.

Basse-Normandie : la menace protestataire

► Jacques Chirac devra compter avec la gauche voire l'extrême gauche pour assurer sa suprématie dans une région où le vote protestataire s'est largement répandu notamment dans les communes rurales. Le président sortant peut espérer avoir le renfort des chasseurs dont le candidat affichait 7,01 % des voix au 1^{er} tour. Bien que le candidat frontiste n'y atteigne pas son score national au 1^{er} tour, l'extrême droite prospère dans l'Orne et le Calvados où de nombreuses communes l'ont placé en tête.

Pays de la Loire : la suprématie de Chirac

► A la différence du reste de l'Hexagone, la région a placé Jean-Marie Le Pen en troisième position avec un score de 12,19 % au premier tour, largement derrière Jacques Chirac, crédité de 21,67 %. Le président sortant s'est même hissé en première position dans les cinq départements. L'ampleur de son score au second tour dépend en effet en partie du report des voix de l'extrême gauche qui a recueilli 11,81 % des suffrages au premier tour. A Saint-Nazaire, Arlette Laguiller, Olivier Besancenot et Daniel Gluckstein ont même dépassé les 15 %. Quant au report des voix socialistes, il faudra observer le score de Jacques Chirac à Nantes, où Lionel Jospin est arrivé en première position. Dans la ville du président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, Jean-Marc Ayrault, le Premier ministre a recueilli au 1^{er} tour 20,74 % des suffrages.

Picardie : L'attrape-tout Le Pen

► Bien ancré en Picardie où le FN compte des élus régionaux, Jean-Marie Le Pen s'est hissé au premier rang au 1^{er} tour bénéficiant, avec l'extrême gauche, de l'effondrement de la gauche parlementaire. Pour le second tour, le candidat du FN est quasi assuré de pulvériser les 23 % avec le report des voix du MNR. Dans la région la plus antimaastrichienne de France, la candidature frontiste est un attrape-tout protestataire attirant des voix d'extrême gauche (12 %), communistes ou chasseurs.

Poitou-Charentes : le poids de Saint-Josse

► Terres très peu perméables au Front national, Jean-Marie Le Pen n'a jamais égalé sa moyenne nationale et ne dispose pas de réserves mégrétistes pour le second tour. La région du sénateur Raffarin devrait à nouveau placer Jacques Chirac en tête du scrutin. Poussée par les performances de Jean Saint-Josse au 1^{er} tour (7,82 %), l'ampleur de la victoire du président sortant est entre les mains de la gauche voire de l'ex-

trême gauche. Le FN y prend ses quartiers. En exemple : le ralliement au camp lepéniste de Vitrolles, fief de Bruno Mégret, patron du MNR qui, dans sa ville, n'a distancé le FN au 1^{er} tour que d'une centaine de voix. Dans les Alpes-Maritimes, Jacques Chirac devrait l'emporter avec l'aide de la gauche. Dans le Vaucluse notamment à Orange, FN et MNR sont en mesure de contrer le vote républicain.

Rhône-Alpes : droite et gauche à l'offensive

► Les urnes vont-elles corriger au second tour, les effets du séisme Le Pen qui a placé au 1^{er} tour le leader de l'extrême droite en tête dans sept départements sur huit. La présidentielle a implanté l'extrême droite dans les milieux ruraux, l'a installée dans des villes socialistes, l'a consacrée dans les banlieues désertées par le PCF. Tous les espoirs sont permis au leader frontiste si l'appel à voter Chirac n'était pas entendu par la gauche parlementaire. Au premier tour, seule l'Ardeche a préféré Jacques Chirac ; rétrogradant Jospin en 3^e position, la Drôme qui compte six parlementaires PS a placé Jacques Chirac juste derrière le FN. Certes, au second tour, Jacques Chirac devait distancer son concurrent grâce au bon score de la droite libérale-centriste (plus de 16 %) mais aussi avec les voix de la gauche parlementaire.

DOM-TOM : légitimistes

► A l'exception de la Nouvelle-Calédonie où Jean-Marie Le Pen est arrivé au 1^{er} tour en troisième position avec 10,84 % des voix, l'outre-mer, traditionnellement légitimiste, cantonne l'extrême droite dans des scores très marginaux. L'appel de la gauche et en particulier de Christiane Taubira candidate « domienne guyanaise » à voter Chirac assure le triomphe du président. L'abstention reste la seule inconnue du second tour, notamment aux Antilles qui voteront encore après le dépouillement de la métropole.

Jean-Michel Bader, Marie-Guy Baron, Eric Biétry-Rivierre, François-Xavier Burmeau, Laurence de Charette, Thiébault Dromard, Muriel Frat, Fabrice Nodé-Langlois.



Le bureau de vote 3 à Paris. (Photo Alain Aubert/Le Figaro.)